

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

76

Périodique trimestriel
printemps 2016

Une cartographie militante de l'Éducation à
la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS)
en Belgique francophone

La jouissance sans entraves, c'est maintenant

**Fabienne Bloc et
Valérie Piette**

Lutte contre l'homophobie :
Le Gris, la formule gagnante venue du Canada

Anne Evrard

L'EVRAS ne se fait pas en deux coups de cuillère à pot

Jean Philippe Hogge



DEL EN FRANCE DROGUES DAN ETRE COMME CONSUMANT FOR
RISQUES JEUNES CHOIX ÉCOLE ASSUÉTUDES SANTÉ FÊTE AL-
COOL ADDICTION
CENCE JEU TAB
EXPÉRIENCES S
DE SOI PROHIBI
NABIS PRÉVENT
TOXICOMANIE F
TUDES SANTÉ FÊ
ÉDUCATION AD
CONDUITES À RISQUE EXPÉRIENCES SOINS ABUS CONSOM-
MATION ENNUI ESTIME DE SOI PROHIBITION GROUPE ECSTASY
DANCE DRO-
QUES JEUNES
ADDICTIONS
NCE JEU TA-
EXPÉRIENCES
SOI PROHIBI-
S PRÉVENTION
ICOMANIE FUTE



Prospective Jeunesse est un centre d'étude et de formation fondé en 1978. L'association est active dans le domaine de la prévention des assuétudes, dans une optique de promotion de la santé.

Prospective Jeunesse propose **trois** services :

- Formation et accompagnement de professionnels (seuls ou en équipe)
- Publication de la revue **Prospective Jeunesse**
- Entretiens individuels

Prospective Jeunesse a créé, avec **Infor-Drogues** et **Modus Vivendi**, l'asbl **Eurotox**, relais en Communauté française de Belgique de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT).
www.eurotox.org

CONTACT 144 chaussée d'Ixelles, 1050 Bruxelles ■ 02 512 17 66
revue@prospective-jeunesse.be ■ www.prospective-jeunesse.be

Éditeur responsable

Pierre BALDEWYNS

Rédacteur en chef

Julien NÈVE

Comité d'accompagnement

Pierre BALDEWIJNS, Christine BARRAS, Philippe BASTIN, Line BEAUCHESNE, Mathieu BIETLOT, Marc BUDO, Christian DE BOCK, Christel DEPIERREUX, Damien FAVRESSE, Jean-Philippe HOGGE, Pascale JAMOULLE, Alexis JURDANT, Delphine MATOS DA SILVA, Micheline ROELANDT, Patricia THIEBAUT, Jacques VAN RUSSELT, Arnaud ZARBO

Les articles publiés reflètent les opinions de leur(s) auteur(s) mais pas nécessairement celles des responsables de « **Prospective Jeunesse – Drogues Santé Prévention** ». Ces articles peuvent être reproduits moyennant la citation des sources et l'envoi d'un exemplaire à la rédaction. Ni Prospective Jeunesse asbl, ni aucune personne agissant au nom de celle-ci n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations reprises dans cette publication.

Impression

Nuance 4, Naninne

Graphisme et mise en page

MEDIA
animation
communication & éducation

Dessins

Jacques VAN RUSSELT



ISSN: 1370-6306

ÉDITORIAL

« Les fléaux de l'Ordre sexuel »

Dans « Le Bon Sexe illustré », charge implacable contre l'éducation sexuelle telle que dispensée au début des années 70, l'écrivain Tony Duvert dénonce avec un humour féroce ce qu'il nomme « les fléaux de l'Ordre sexuel », à savoir l'idéologie répressive et nataliste que cette « éducation » essaie de camoufler « en endoctrinant les victimes ». Aux yeux du moraliste, ces dernières sont nombreuses : « enfants, adolescents, mais nous aussi, nous tous, le présent et l'avenir de notre société. Ce sont ses répressions, ses peurs, ses prisons, ses interdits, ses abus les plus catastrophiques que l'« éducation sexuelle » enseignera et éternisera. Car [...] on l'a seulement inventée pour que l'ordre règne encore mieux demain qu'aujourd'hui¹. » Sévère et un brin provocateur mais lucide quant aux pièges du conformisme, le jugement de Duvert est-il toujours d'actualité quarante ans plus tard, à une époque où l'on ne parle plus d'éducation sexuelle mais d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) ?

Assurément non. Les corps ont gagné en liberté, des droits fondamentaux ont été acquis, les normes se sont enrichies. Dans ce contexte, l'EVRAS n'a plus grand-chose à voir avec le modèle de la société disciplinaire. Elle est moins le vecteur d'un endoctrinement qu'une invitation à résister aux différents endoctrinements. Toutefois, comme le soutiennent Fabienne Bloc et Valérie Piette, il importe de ne pas se reposer sur ses lauriers. Le sexisme et l'homophobie ont encore de beaux jours devant eux ; contre toute attente, certains droits que l'on imaginait intangibles sont contestés, et comme en témoigne la déferlante de la Manif pour tous, les réactionnaires ont apparemment le sommeil léger, toujours prompts à se réveiller dès que « l'Ordre sexuel » se voit menacé. Autant dire qu'à l'instar du travail en planning familial, l'EVRAS doit demeurer une affaire de militantisme.

C'est précisément ce militantisme que le présent numéro entend explorer via le portrait ou la présentation de quelques acteurs qui font bouger les lignes ou, pour reprendre les mots de Duvert, organisent la traque des fléaux de l'Ordre sexuel. Cette exploration est évidemment loin d'être exhaustive, mais elle a le mérite de rendre compte de la diversité de celles et ceux qui portent l'EVRAS en Belgique francophone. Au vu de ses publics cibles, l'EVRAS est intimement liée au monde scolaire. Il nous a dès lors semblé essentiel de nous attarder sur ce milieu de vie si particulier afin de prendre la mesure des difficultés rencontrées par les intervenants scolaires ou extrascolaires en matière d'EVRAS.

En guise de conclusion, rappelons que, comme nombre de domaines liés aux politiques de promotion de la santé, l'EVRAS fait rarement la une des journaux et n'intéresse que très occasionnellement nos décideurs. Eu égard au nombre de viols commis quotidiennement ou au nombre de tentatives de suicide de jeunes homosexuels, ce désintérêt a quelque chose de particulièrement honteux, car l'EVRAS est bel et bien le seul moyen dont nous disposons pour inverser la tendance. Ce numéro est là pour vous en convaincre.

Julien Nève

Éditorial 1

Julien Nève

La jouissance sans entrave,
c'est maintenant 2

Entretien avec Fabienne Bloc et Valérie Piette

Lutte contre l'homophobie :
Le GrIS, la formule gagnante venue
du Canada 8

Anne Evrard

L'EVRAS selon le centre Handicap
et Santé 11

Joëlle Berrewaerts et

Christophe Preud'homme

L'EVRAS ne se fait pas en deux coups
de cuillères à pot 15

Entretien avec Jean Philippe Hogge

Focus sur un acteur de terrain :
l'asbl SIDA'SOS 18

Étienne Crousse

Regard des acteurs scolaires sur
l'EVRAS 22

Damien Favresse

1. DUVERT Tony, *Le Bon Sexe illustré*, éditions de Minuit, 1974.

La jouissance sans entrave, c'est maintenant !

> Entretien avec Fabienne Bloc et Valérie Piette



Dans l'indispensable « Jouissez sans entraves », les autrices Fabienne Bloc et Valérie Piette, ouvrent un chantier historique inédit, celui de l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) en Belgique. En plus d'inaugurer de nouvelles perspectives historiques, l'ouvrage donne également à voir les tensions politiques qui traversent actuellement le champ de la sexualité. En ces temps troublés où les forces de la réaction gagnent en puissance, leur livre constitue un outil de résistance et de lutte à glisser entre toutes les mains.

Pourquoi ce livre et qui en sont les autrices¹ ?

Fabienne Bloc Au vu de la dimension à la fois sociale et politique du travail en planning, je préfère me présenter comme travailleuse psychosociale plutôt que comme psychologue pour adolescents. Pour ma part, l'envie d'écrire a été nourrie par le constat, non pas d'une démotivation des travailleurs, mais d'une diminution de leur militantisme. De plus en plus de gens font le choix de travailler en planning non plus par engagement mais, plus prosaïquement, parce qu'ils cherchent un job. J'observe également une grande méconnaissance du secteur, y compris chez les jeunes travailleurs dont certains, lors de leur entretien d'embauche, avouent ne pas savoir ce que signifie l'IVG. Ma démarche est aussi historique : en 25 ans, j'ai été le témoin de nombreuses évolutions, notamment en matière d'EVRAS. On a débuté dans les écoles avec les grossesses non désirées, ensuite est arrivé le SIDA, la thématique de l'homophobie, du genre, etc.

Valérie Piette En tant qu'historienne, la thématique m'intéresse depuis longtemps et j'ai toujours été étonnée que dans un pays dont l'un des particularismes est d'avoir un projet de planning familial

construit à travers une très forte polarisation de la société, le matériau historique sur le sujet soit quasiment inexistant. D'où mon envie de travailler le sujet avec des étudiants ou de participer à la mise en place d'une action de recherche concertée avec des collègues d'autres facultés portant sur le monde catholique et la sexualité.

Quelles sont les tensions qui traversent le champ de l'EVRAS actuellement ? En quoi est-ce encore une affaire de militantisme ?

FB Il faut se rendre compte que l'EVRAS couvre un très large champ thématique et que de nombreuses institutions sont mandatées pour faire de l'EVRAS avec des méthodes parfois très différentes. D'où l'importance de réfléchir à une possible labellisation de l'EVRAS afin d'éviter des dérives à l'image des interventions du groupe Croissance² dans les écoles. Or, la philosophie des plannings n'a jamais été très portée sur le cadre. L'enjeu consiste donc à réfléchir à la mise en place d'un cadre qui ne soit pas trop rigide afin de respecter les particularités des plannings qui n'interviennent pas tous de la même manière. Des groupes de discussion planchent actuellement sur le sujet et l'idéal serait,

1. Propos recueillis par Julien Nève.

2. Revendiquant pour la période 2015-2016, 600 heures d'intervention, 3730 jeunes rencontrés, 170 animations dans 30 écoles, le Groupe Croissance soutient que ses animateurs articulent leur « raisonnement éthique en cohérence avec les valeurs essentielles de l'Évangile ».

selon moi, d'y associer d'autres partenaires, notamment scolaires tels que par exemple les PMS ou les PSE. Il faut savoir que l'EVRAS fait également partie de leur mandat et il arrive que certaines directions fasse preuve de frilosité à l'idée de faire intervenir les plannings de peur que l'on déprave leurs élèves. Autant dire qu'un travail de prévention à l'adresse des adultes est parfois nécessaire avant d'intervenir auprès des jeunes.

VP L'idée d'éduquer à la vie relationnelle et affective est déjà en soi un enjeu politique majeur. Ce n'est pas anodin de rentrer dans les écoles, de pouvoir y parler de sexualité ou de relations amoureuses. J'en prends pour preuve les débats tenus au niveau politique autour de la place du « R » ou du « S » dans l'EVRAS. Tandis que le « R » du relationnel est plutôt porté par le pilier catholique, le « S » de la sexualité est davantage soutenu par les laïques. Et si ces derniers ont insisté pour que la sexualité s'y retrouve, c'est essentiellement parce que les premiers y étaient opposés. La place du « R » a quant à elle été soutenue par les catholiques pour tempérer ces laïques qui, évidemment, ne pensent qu'au « cul » et privilégient les aspects pratiques de la chose au détriment des sentiments.

L'EVRAS fait donc figure de compromis « à la belge ».

VP Tout à fait ! Du côté francophone, parmi les derniers compromis obtenus, c'est même l'un des plus merveilleux.

Ces dernières années, il me semble toutefois que cet esprit du compromis a subi quelques attaques en règle. Je pense notamment aux débats suscités par le mouvement de « La manif pour tous ». Le compromis n'est-il pas de plus en plus supplanté par la lutte ?

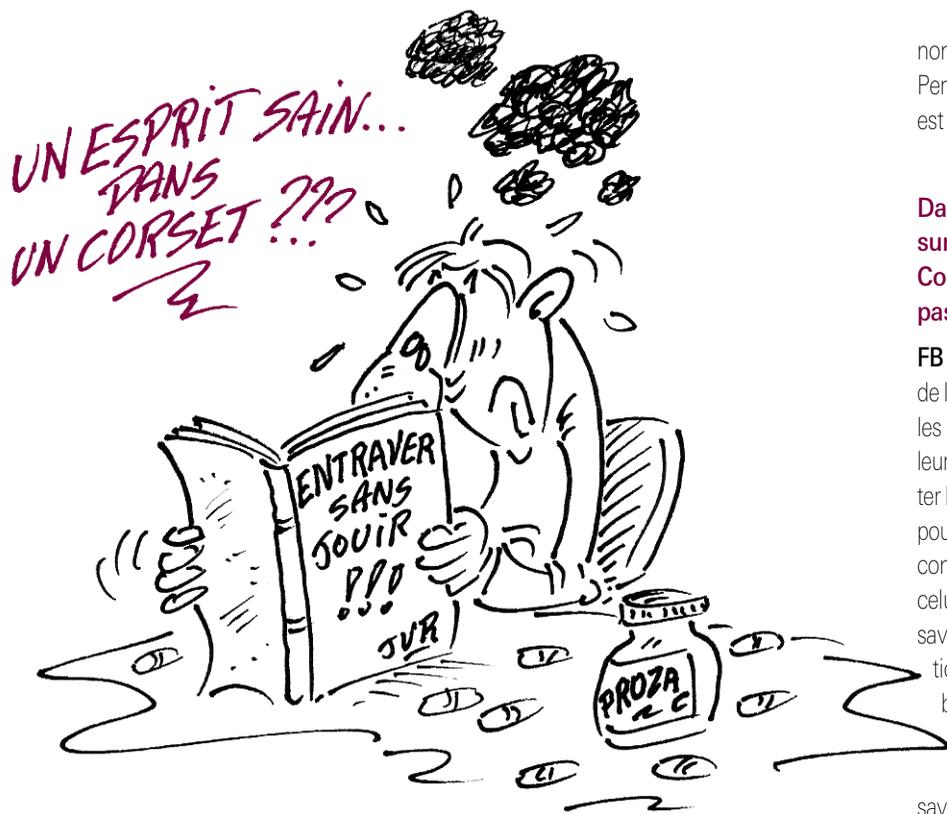
FB Je crois que le réveil est venu d'Espagne au moment des attaques contre le droit à l'avortement, chose totalement impensable cinq ans auparavant.

VP Il y a deux ou trois ans, j'ai accepté de participer à un débat radio sur l'histoire de l'avortement. À l'arrivée, je découvre que la RTBF le présente comme un débat pour ou contre l'avortement. Étonnée, je rappelle que l'avortement est un droit. Fruit d'un combat qui a durablement marqué l'histoire de la



Belgique, ce droit est désormais acquis. Qu'il puisse faire l'objet d'un « pour ou contre » suppose pourtant que je doive faire face à des gens qui le rejettent. À mon sens, ce débat a été l'un des déclencheurs de la prise de conscience qui a suivi ; laquelle ne s'est pas cantonnée au monde laïque. L'histoire montre en effet que l'opposition entre laïques et catholiques est plus complexe qu'on ne le croit. Ainsi, sans la participation de certaines mouvances catholiques au combat en faveur du droit à l'avortement, son acquisition serait peut-être encore incertaine.

S'agissant de la déferlante de « la manif pour tous », le monde universitaire a bien tenté de réagir en essayant de comprendre les enjeux du mouvement. En revanche je ne suis pas certaine que l'on puisse parler d'une véritable lutte menée par les acteurs de terrain au sein des plannings. Cette absence de mobilisation est, à mon sens, caractéristique de tous ces mouvements issus du militantisme qui, de par la nécessité d'obtenir des subsides leur assurant un



fonctionnement pérenne, ont été progressivement récupérés. Je ne suis pas sociologue ni spécialiste en politique des associations, mais c'est clair que ce genre d'évolution comporte quelques dangers.

Dans le champ des drogues, le parallèle peut être fait avec certaines associations de réduction des risques qui à mesure qu'elles s'institutionnalisent tendent à s'éloigner du militantisme.

FB Idem avec l'EVRAS. Dans le cadre des appels à projets, les enveloppes budgétaires suscitent l'appétit de nombreuses associations qui ne sont en rien spécialistes de la question. Il y a évidemment celles qui, à l'instar du Groupe Croissance, cherchent à convaincre les jeunes de ne pas avorter ou de ne pas prendre de contraceptifs. Mais au-delà de cette dimension idéologique, l'aspect financier peut amener certaines associations à élaborer des projets dans le seul but d'obtenir des subsides. Au final, le

non marchand a fait sienne la logique marchande. Personnellement, je trouve cela effrayant mais telle est désormais la norme.

Dans votre livre, vous revenez souvent sur la question du contrôle social. Comment faire pour que l'EVRAS ne soit pas synonyme de contrôle social ?

FB À l'époque où je travaillais au service formation de la fédération des plannings, j'ai pu constater que les participants n'étaient jamais invités à interroger leur propre système de valeurs. Seul semblait compter la transmission de savoirs. L'expérience montre pourtant l'inefficacité d'une démarche de prévention conduite par un animateur adoptant la posture de celui qui sait et qui se contente de transmettre un savoir d'autorité. La portée de ce genre de prévention se résume à du contrôle social. On attend du bénéficiaire qu'il se conforme à ce que l'on estime être le « bon ». Et dans les centres où ce sont plutôt les médecins qui sont les porteurs d'un savoir d'autorité, le risque est que le discours médical se substitue aux dogmes moraux. Il faut vraiment être vigilant car les professionnels dépassent souvent leur cadre de compétence. Face à une jeune fille venue à trois reprises demander une pilule du lendemain, on peut par exemple être tenté de lui proposer de prendre une contraception. Il faut toutefois être vigilant car derrière ce discours se loge l'idée que l'on sait mieux qu'elle. La transmission du savoir d'autorité se fait ici sur le mode du protectionnisme. Dans le cadre d'accompagnement d'IVG, j'ai moi-même parfois pensé qu'il était nécessaire de proposer une discussion préalable. J'ai très vite compris que c'était ridicule car on ne me racontait que ce que l'on imaginait être acceptable. C'est contre ce genre de posture que le militantisme est nécessaire, d'autant plus que les choses empirent. Nombreux sont ceux à accuser le mouvement de libération sexuelle d'avoir été trop loin et d'avoir engendré une société dominée par une hypersexualité. Il conviendrait donc de revenir à une forme de pureté. C'est un discours que tiennent certains de mes collègues.

VP En règle générale, on demande à l'EVRAS de répondre aux peurs qui traversent la société. L'été dernier, on s'est mis à accuser l'EVRAS de ne rien

faire par rapport au porno. À une époque, c'était les grossesses non désirées, ce fut ensuite le Sida, la pédophilie. À chaque fois, cela doit correspondre à une urgence mais jamais véritablement à la question du « citoyen ou de la citoyenne de demain » avec ses questions par rapport aux amours, à la sexualité, aux relations.

Ces dernières années, les mouvements féministes et LGBT ont fait énormément progresser le débat. Certains intervenants scolaires estiment pourtant que leur discours et les questions qu'ils abordent — je pense notamment à la thématique du genre — ne sont pas adaptés à tous les publics, qu'ils seraient générateurs de tensions inutiles ?

FB Pour ma part, je n'ai jamais ressenti ce genre de tension. J'essaie toujours de porter le débat là où se loge le questionnement. Lors de certaines séances, il m'arrive de ne pas aborder la question de l'IVG car cette question n'apparaît pas. Certains enseignants s'inquiètent à l'idée que nous fassions la promotion de l'IVG. Or, notre rôle ne consiste pas à prôner quoi que ce soit, mais à ouvrir des débats, explorer des questions. Il se peut que, dans certains milieux, certains sujets suscitent des réactions négatives. Il importe de partir du public et de ses représentations plutôt que de lui tenir un discours de propagande ou de lui assener un contenu que l'on estime progressiste ; d'où l'intérêt de travailler dans la durée et non dans l'urgence. L'idéal serait que chaque élève puisse avoir l'occasion de se confronter à des animateurs au minimum une ou deux fois durant sa scolarité. En réalité, un jeune sur cinq ne rencontrera jamais d'animateur et ignorera tout de l'éducation sexuelle dans le cadre de sa scolarité. Le risque de passer au travers des mailles de l'EVRAS est en outre plus important dans l'enseignement professionnel ou technique.

Comment expliquer ce genre de discrimination ?

FB Il est vrai que les centres manquent d'heures d'EVRAS, mais on peut aussi pointer la frilosité des animateurs. Quand on débute en planning, on ac-

cepte généralement de faire de l'EVRAS mais à défaut d'être assez formé, on rechigne à aller d'emblée au casse-pipe. Si on est psy, on va généralement privilégier l'orientation thérapeutique plutôt que le travail avec les adolescents et la fatigue qui va avec. Bref l'EVRAS est souvent le parent pauvre du planning.

Prospective Jeunesse intervient également dans les écoles sur des questions liées aux drogues. En revanche, nous intervenons presque exclusivement auprès des adultes, de manière à les rendre autonomes sur ces questions.

FB C'est précisément pour cette raison que je défends l'idée des cellules EVRAS. Leur mise en place amène les écoles à réfléchir à la réalité de leurs besoins, à identifier leurs possibles partenaires. Et s'ils doivent intervenir, les animateurs de planning ne le feront que dans un deuxième temps, dans des classes et avec des enseignants qui ont été préparés.

VP C'est LA question essentielle. Selon moi, les mouvements LGBT ou féministes doivent pouvoir intervenir dans les écoles. En effet, on aurait tort de croire qu'il n'y a plus de combat à mener au niveau de nos libertés individuelles ou que tout est déjà fait pour que les jeunes ados ou les jeunes adultes soient pleinement épanouis. En réalité, ils reproduisent toujours les mêmes stéréotypes notamment parce que rien n'est fait durant la petite enfance, l'enfance et l'adolescence. Au jour d'aujourd'hui, bon nombre de manuels scolaires renvoient encore l'image du papa qui travaille et de la maman occupée à la cuisine ou à la couture à la maison. Du côté de l'histoire des femmes ou des mouvements LGBT, c'est encore et toujours le grand vide historique. Dès trois ans, voire dès la crèche, il faudrait pourtant expliquer qu'il existe d'autres possibles, par exemple qu'une petite fille peut devenir présidente des États-Unis. Quand je donne mes cours sur l'histoire du genre, les étudiants ouvrent parfois les yeux parce qu'ils découvrent des choses qu'ils n'avaient jamais entendues ailleurs, mais c'est déjà trop tard. On peut évidemment les chatouiller mais l'essentiel est déjà appris. Il est donc essentiel de pouvoir former les enseignants à la lutte contre l'homophobie ou à la

lutte contre le sexisme qui tuent bien plus que les guerres ou les attentats. Sur ces questions, le vide est terrifiant et je ne suis pas certaine que l'EVRAS pourra le combler. C'est un vrai problème de société et de formation. Certains enseignants y sont sensibles, d'autres pas du tout.

FB Dans certains plannings, le programme de prévention intègre un volet de formation destiné aux enseignants. On fait également appel à nous dans le cadre de journées pédagogiques. C'est surtout le cas depuis l'affaire Dutroux. À l'époque, nous nous sommes très vite rendu compte que ce n'était pas à nous de travailler avec les jeunes sur des questions liées avant tout aux frayeurs des adultes.

Pour terminer, quel public de lecteurs visiez-vous avec ce livre ?

FB L'idée est avant tout de faire connaître au grand public le projet des plannings. Les gens le rattachent généralement à l'IVG ou à la contraception mais ne mesurent pas le nombre important de portes que l'on peut ouvrir sur cette base. Ensuite, je trouve intéressant que certaines personnes se servent du bouquin comme d'un outil.

VP Il s'agissait surtout de remplir un vide. Notre livre ne le comble évidemment pas entièrement et peut-être avons-nous voulu trop en faire. En 90 pages, on touche à l'histoire de l'éducation sexuelle, à celle des plannings, de l'EVRAS, à la thématique du contrôle social. Certains points mériteraient sûrement un livre à eux seuls, mais il existe au moins un outil qui permet de ne pas tout commencer à zéro. Si, en outre, l'ouvrage est lu dans certains milieux militants et qu'il

joue un rôle de remobilisation, ce serait déjà pas mal au vu de ce qui est en train de s'annoncer.

Quel genre de craintes nourrissez-vous par rapport à l'avenir ?

VP Je n'aime pas appeler au loup, mais s'agissant d'éducation à la sexualité, ce qui m'inquiète ce n'est évidemment pas le discours du Vatican que nous connaissons et contre lequel nous luttons depuis des années, mais plutôt le discours insidieux issu du mouvement de la manif pour tous. Non pas lorsqu'il est porté par des figures folkloriques comme Christine Boutin, mais par cette kyrielle de jeunes femmes rompues à l'exercice médiatique qui, sous couvert de progressisme, se révèlent en fait opposées au féminisme, à la contraception, à l'avortement, effrayent la population en racontant par exemple que l'EVRAS vise à apprendre aux gosses comment se masturber ou utiliser des sextoys. Ce discours ne signifie pas spécialement un retour du religieux mais un retour de l'ordre moral autour de thématiques ou contre des droits qui nous semblaient acquis. Il faut être sur nos gardes car ce discours est également véhiculé par certains laïques. Les laïques ne sont pas tous pour l'IVG, la liberté sexuelle ou les droits des LGBT. Si l'on creuse la question du genre, on se rend vite compte que nombreux sont encore ceux qui adoptent des positions essentialistes et à défendre, par exemple, l'idée que les petits garçons ne doivent pas pleurer.

FB Dans le même ordre d'idée, on peut également pointer un retour à un féminisme rétrograde teinté de pensée écologique.

Amour, Sexe...&Co!

Le rendez-vous festif des centres de planning familial

L'objectif de ce projet — initié en 2005 par des travailleurs de la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial — est de développer une approche de l'éducation à la vie affective et sexuelle hors du champ scolaire, de réduire les risques en milieu festif et d'y promouvoir le libre choix et la responsabilité en matière de sexualités et de plaisir. Des animateurs de centres de planning familial accueillent les festivaliers au cœur de la fête pour les informer, les conseiller, les orienter, distribuer des préservatifs et, si nécessaire, des pilules du lendemain.

Le stand Sex & Co

Repérable à son drapeau Sex & Co, le stand est occupé par les animateurs du planning familial qui répondent aux questions des festivaliers et mettent à leur disposition :

- Des animations sur les représentations en matière de sexualités, sur la mise en place du préservatif...
- Des brochures sur la contraception, la rencontre amoureuse, les grossesses, les infections sexuellement transmissibles...
- Des préservatifs moulants et flottants (masculins-féminins), du lubrifiant à base d'eau, des mouchoirs à plaisir (dignes dentaires).
- Des pilules du lendemain, si nécessaire.

Partenaires

Sur de nombreux événements festifs, Sex & Co est en étroite collaboration

avec Modus Fiesta et la Plateforme Prévention SIDA. Nos trois institutions sont intrinsèquement liées par la complémentarité de nos actions menées sur le terrain. Effectivement, la prise de risques en santé sexuelle est intimement liée à l'usage d'alcool et d'autres drogues en milieux festifs. Nos collaborations visent à cibler la réduction des risques en matière d'IST (infections sexuellement transmissibles), de grossesses non-désirées, de l'usage de drogues et d'alcool en festival.

Un projet dynamique

Outre la saison des festivals, de mai à septembre, le projet Sex & Co continue de travailler par l'intermédiaire de son groupe de travail. Ce dernier se réunit une fois par mois afin de suivre les évolutions de la coordination pour les événements festifs à venir, d'effectuer une évaluation du projet autant sur le fond que sur la forme, de créer chaque année un nouvel outil de sensibilisation adapté aux festivaliers. Cette année, une nouvelle brochure Sex & Co verra le jour. Elle sera consacrée à une sexualité responsable en festival et sera associée aux nouvelles technologies par le lancement d'une application smart-

phone Sex & Co. Le coordinateur du projet participe également à un autre groupe de travail avec ses partenaires (Modus Fiesta et la Plateforme Prévention SIDA) afin d'évaluer et d'optimiser le partenariat.

Les rendez-vous de Sex & Co en 2017

- La Belgian Pride: Bruxelles, en mai.
- Le Concerto à 5€: Rebecq, en juin.
- Le Couleur Café: Bruxelles, en juillet.
- Les Ardentes: Liège, en juillet.
- Dour Festival: Dour, en juillet.
- Francofolies: Spa, en juillet.
- Esperanzah!: Floreffe, en août.
- Et peut-être d'autres encore...!

Sur le net

Retrouvez Sex & Co sur Facebook: www.facebook.com/pages/Sex-and-Co

Voir aussi www.loveattitude.be/ pour toutes informations sur les centres de planning familial.

Sex & Co a également produit une mini capsule vidéo pour présenter son projet en son et en image: <http://vimeo.com/30784306>.

Plus d'infos

Christophe MOEREMANS – Coordinateur « Sex&Co »
Service Formations & Promotion Santé
Fédération Laïque de Centres de Planning Familial

34 rue de la Tulipe – 1050 Ixelles / 5 rue Lelièvre – 5000 Namur

T +32 (0)2 505 60 69 F + 32 (0)2 503 30 93

cmoeremans@planningfamilial.net

formations@planningfamilial.net

www.planningfamilial.net

www.loveattitude.be/sexandco/Sex-Co.



Lutte contre l'homophobie

Le GrIS, la formule gagnante venue du Canada

> Anne Evrard, bénévole au Groupe d'Intervention Scolaire (GrIS) Wallonie

La formule est simple mais efficace : deux bénévoles bi ou homosexuels se rendent gratuitement dans les écoles pour témoigner de leur vécu.

Monsieur et Madame Tout-le-monde

Ces bénévoles sont Monsieur et Madame Tout-le-monde. Ni des militants, ni des martyrs. Ils se rendent dans les établissements scolaires pour délivrer des messages positifs :

- Oui, ils sont homos ou bis
- Non, ils ne sont pas seuls (on estime que les homos et les bis représentent environ 10 % de la population)
- Oui, ils vivent comme n'importe quelle autre personne
- Non, ils ne sont ni mieux ni moins bien que quelqu'un d'autre
- Oui, ils veulent juste vivre en paix dans notre société

Pendant environ deux heures de cours, ils vont se présenter puis répondre en toute sincérité aux questions que se posent les élèves. Toutes les questions peuvent être posées du moment que c'est dans le respect, la politesse et sans jugement.

Deux heures de rencontres, de témoignages et de « parler vrai »

Une animation c'est donc deux heures pleines d'émotion, de rencontres, de vérités et de contre-

vérités. Deux heures où l'on mène la vie dure aux préjugés et à l'homophobie. Deux heures pour tenter d'aider les jeunes qui se découvrent homos ou bis mais aussi pour aider les hétérosexuels à bien vivre avec un ami, un cousin, une sœur, un oncle homo ou bi, deux heures pour améliorer le « bien vivre ensemble ».

Invité dans les écoles par le biais de la cellule Evras, par un planning familial, par un professeur ou par une direction, le GrIS a touché, en un peu plus de 3 ans, près de 5000 jeunes en Wallonie et à Bruxelles.

La formule n'est pourtant pas née chez nous. Elle existe depuis plus de 20 ans au Canada où elle est devenue un outil incontournable en milieu scolaire. Grâce à l'expérience accumulée par les Canadiens, le GrIS Wallonie-Bruxelles met en place des formations et un suivi très professionnel de dizaines de bénévoles dans la partie sud du pays.

Témoignage: « J'ai invité les bénévoles du GrIS dans mes classes »

Pour vous en parler, nous avons rencontré Aurore. Elle est professeure d'histoire dans une école située en milieu urbain. Elle a massivement fait appel au GrIS.

Bonjour Aurore. Tu es professeure dans une école située en ville et réputée sensible. Qui sont tes élèves ?

Je donne cours de la 1^{re} à la 4^e à de futurs mécaniciens, soudeurs et maçons. Ce sont essentiellement des garçons. Notre école compte seulement deux filles.

Quelle est l'ambiance ?

Ah, l'ambiance est très masculine, voire machiste et sexiste. Et ce n'est pas l'apanage des élèves. L'ambiance est très « virile » entre profs également. Je vais vous raconter une petite anecdote : j'étais prof depuis 2 jours dans cette école quand un élève s'est assez grièvement blessé. Il pleurait. Son professeur lui a dit « Ce n'est qu'une blessure, ne fais pas ta tapette ». J'ai été choquée. Je me suis dit qu'il y avait du travail et que je devais trouver des moyens d'apporter ma pierre à l'édifice.

Tu as été surprise par cette ambiance ?

Pas vraiment. Je viens d'une famille et d'une communauté où l'on agit comme ça également. Mon cousin se vantait de « casser du pédé ». De nombreux amis ont d'ailleurs quitté la région pour pouvoir vivre librement ce qu'ils sont.

Pourquoi de tels comportements selon toi ?

C'est de la méconnaissance pure et simple. Les lesbiennes sont réduites à l'état d'objets de fantasmes et les gays sont perçus comme des prédateurs sexuels pervers.

Tu accueilles le GrIS dans tes cours. Comment cela se passe-t-il ?

Toutes mes classes bénéficient des animations du GrIS. Ma tactique est simple et pragmatique : au premier degré, avec l'intervention du planning, nous abordons les thématiques du corps humain, de la sexualité, de la découverte de soi.

Quand ils sont dans les classes supérieures, j'invite le GrIS pour réfléchir aux thématiques des orientations sexuelles, de l'homophobie et du harcèlement.

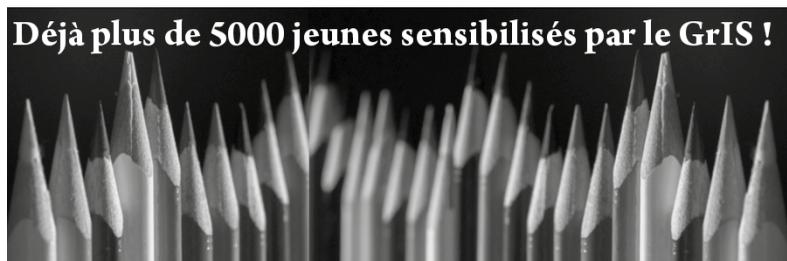
Une animation GrIS, se déroule sur deux périodes de cours consécutives. Deux bénévoles (une fille et un garçon) homos ou bisexuels viennent témoigner



de leur parcours. Ils se présentent rapidement puis répondent ouvertement aux questions des élèves. Il n'y a pas de théorie ni de discours militant. Ce sont justes des personnes qui viennent parler d'elles-mêmes et montrer que, somme toute, les homos et les bisexuels sont des gens comme tout le monde qui ne demandent qu'à vivre tranquillement.

Cela se passe-t-il toujours bien ?

Cela se passe en général très bien. Les bénévoles sont bien formés et ont l'habitude de gérer ces situations. Quant à moi, je prépare l'animation et définis clairement un cadre de respect. Certains de mes élèves se sentent même fiers que deux adultes se déplacent pour venir les voir dans une école qui peut parfois être considérée comme difficile. Ils sont aussi impressionnés par le courage des bénévoles du GrIS et ils leur reconnaissent, je cite, « de fameuses couilles ».



Que se passe-t-il une fois que les bénévoles sont partis ?

Je vois que le comportement des élèves change. Ils ont réfléchi à ce qui s'est dit et certains évitent les insultes et comportements homophobes.

Faire intervenir le GrIS, c'est leur montrer que je m'intéresse à eux en tant que personne. Je suis très pointilleuse sur la confiance et le respect. Inviter le GrIS leur prouve par A + B qu'avec moi, on peut discuter de tout dans la confiance et le respect. Je deviens en quelque sorte une de leurs personnes ressources. Une complicité supplémentaire me lie à eux.

Certains sont même venus me confier qu'ils étaient homos.

D'autres me parlent de ce que l'animation leur a apporté pour gérer leurs relations avec un ami, un cousin, un frère ou une sœur homo. Un de mes élèves a vraiment apaisé sa relation avec son frère gay, suite à la venue du GrIS. Il a vraiment franchi un cap dans la qualité de sa relation avec son frère.

Tu deviens « Madame homosexualité » dans l'école alors ?

Détrompez-vous ! Ça ne concerne pas que moi ! J'ai invité le GrIS pour une animation avec tous mes collègues. C'était enrichissant. Les élèves me rapportent que tel ou tel professeur a changé sa manière de parler.

La venue du GrIS libère la parole également. Un exemple me vient à l'esprit. Certains élèves revenant d'animation en ont parlé avec un de mes collègues. Les élèves soutenaient encore que l'homosexualité et la bisexualité n'étaient pas partout. À ce moment-là, mon collègue a pris la parole et leur a expliqué que si. Et pas toujours là où l'on s'y attend. Son fils est gay...

J'ai eu aussi une intéressante discussion avec mon collègue de religion islamique sur le sujet. Son avis était différent du mien mais nuancé et circonstancié.

L'animation a le mérite de libérer la parole sur un sujet qui relève souvent du non-dit, de la moquerie ou de la méconnaissance.

Les animations GrIS ça ne concerne que les personnes homosexuelles ou les personnes qui en connaissent ?

Les personnes homosexuelles et celles qui en connaissent, ça fait pas mal de monde ! J'introduis d'ailleurs la venue du GrIS dans mon cours d'histoire en demandant à mes élèves : « Quel est le point commun entre Alexandre le Grand, Léonard de Vinci, le tsar Pierre II, Atatürk ou John Edgar Hoover. Pas un ne me répond qu'ils sont tous homosexuels.

Et puis personnellement, en tant qu'humaniste hétérosexuelle, je considère que le « bien vivre ensemble » est l'affaire de tous. La lutte contre l'homophobie et celle contre la xénophobie en font partie.

Enfin, l'animation du GrIS dépasse ce cadre-là. Les jeunes ont en face d'eux de vraies personnes qui leur parlent d'amour, de genre, de rôle de l'homme et de la femme, de couple... Les bénévoles sont très ouverts et acceptent de témoigner sur tous ces sujets. Ils parlent de leur vie réelle, de vrais couples et d'amour réel. C'est très instructif pour ces élèves qui ont une vision déformée de la vie sexuelle et affective. Ça fait du bien à mes jeunes d'avoir un autre discours que ce qu'ils peuvent voir sur des sites porno !

Il y a donc pour toi du travail à faire en matière d'éducation sexuelle et affective ?

Hou la, la ! Oui ! Certains de mes jeunes pensent que la pilule peut être prise indifféremment par la femme ou l'homme ! Il reste beaucoup de travail pour les cellules EVRAS et pour les plannings dans les écoles. Il y a beaucoup de pain sur la planche pour le GrIS également. Quand on sait que les jeunes homosexuels se suicident 4 fois plus que les jeunes hétérosexuels, quand on sait qu'environ 10 % de la population est homo ou bisexuelle, on se dit que le travail du GrIS n'est pas fini.

**Comme Aurore, vous avez envie de faire profiter vos élèves des animations gratuites du GrIS ?
Contactez Thibaut Delsemme au 04/222.17.33**

**Plus d'informations à propos du GrIS sur
www.griswallonie.be ou www.grisbruxelles.be**

L'EVRAS selon le centre Handicap et Santé

> Joëlle Berrewaerts et Christophe Preud'homme,
Centre de Ressources Handicaps et Sexualités (CRHS)

Existe-t-il des animations à la vie relationnelle, affective et sexuelle (VRAS) dans les écoles d'enseignement spécialisé ? Comment cela se passe-t-il ? Qui encadre ces animations ? Quels sont les thèmes abordés ? À quoi ça sert ? Etc. Autant de questions légitimes que peuvent se poser parents et professionnels. Nous vous proposons de les aborder au travers d'une des actions menées par le centre Handicap et Santé (H & S).

En 2014, Madame Debinche, mère de Gilles, est interpellée par l'école suite à des comportements inappropriés de son fils au sein de l'école. Gilles baisse son pantalon dans la cour de récréation et se masturbe dans les toilettes.

Suite à cette interpellation et sur les conseils de l'assistante sociale, Madame Debinche contacte le Centre Handicap et Santé. Nous l'écoutons, lui renseignons des outils car celle-ci est intéressée par des supports pour aborder avec son fils l'éducation à la vie affective et sexuelle.

Dans le même temps, nous prenons contact avec l'assistante sociale de l'école en question et nous apprenons qu'il n'y a pas de sensibilisation à la VRAS dans l'école. Pourtant, l'assistante sociale nous avoue que cela serait intéressant pour toute la classe de Gilles.

Nous prenons contact avec un planning familial pour voir si un animateur peut proposer des animations dans la classe en question. De ce contact ressort qu'une collaboration entre un planning familial et H & S permettra d'allier l'expérience de terrain du planning à la connaissance du handicap de notre service.

Une rencontre est programmée entre Handicap et Santé, le planning et l'école, représentée par sa directrice, l'infirmière et l'institutrice de la classe de Gilles.

Lors de cette rencontre sont définies les conditions de collaboration entre les 3 acteurs que sont l'école, le planning et le centre. Il s'agit aussi d'analyser la demande et les attentes de l'école.

Concrètement, nous fixons une séance d'animation de maximum 40 minutes une fois par semaine dans la classe, en présence de l'institutrice dont le rôle sera de faciliter la communication entre l'animateur et les élèves qui n'ont pas ou peu accès au langage verbal.

Avant de commencer les animations, des réunions de préparation ont lieu entre le planning et H & S afin de déterminer les rôles de chacun. En effet, le planning a de l'expertise en animation de groupe et utilise des outils pédagogiques, essentiellement adaptés à un public sans handicap.

Le centre a, quant à lui, une connaissance approfondie du handicap. Il forme les professionnels et crée des outils adaptés à différents types de handicap.

Par conséquent, un professionnel du planning et un professionnel du centre élaborent ensemble les



objectifs à moyen et long terme à atteindre, en tenant compte de la demande de Madame Debinche et du cadre fixé par l'école.

Première étape, se présenter et expliquer les raisons de notre présence et ce que nous allons faire ensemble durant toute l'année scolaire, et faire ensuite connaissance avec le groupe en proposant des animations autour des centres d'intérêt.

Les six jeunes de la classe n'ayant jamais reçu d'information à la vie affective et sexuelle, nous prévoyons d'aborder en priorité la connaissance de soi à travers la découverte des émotions.

Pour cela, nous avons adapté des animations issues de notre programme *Des Femmes et des Hommes*. Nous avons également utilisé d'autres outils généraux ou spécifiques à la déficience intellectuelle. Nous avons surtout axé les animations sur le sensoriel grâce à divers supports visuels, sonores et sensitifs (des images, des musiques, des séquences vidéo, etc.).

Progressivement, nous avons sensibilisé le groupe aux comportements socialement acceptables (« je peux faire » versus « je ne peux pas faire ») ainsi qu'à la différence entre lieux privés et lieux publics, de manière générale dans un premier temps et ensuite dans le contexte de l'école. Pour rendre concret cette animation, nous avons fait des photos de différents lieux de l'école.

Nous avons terminé cette première année d'animation par deux séances de rappel.

L'année académique suivante, les animations ont été poursuivies ainsi que la collaboration entre les deux services. Certaines animations ont été répétées pour deux raisons. D'abord parce que cela s'est avéré nécessaire de par les retours de certains des acteurs de l'école. Et d'autre part parce que Gilles a intégré une nouvelle classe davantage en rapport avec ses compétences, notamment verbales. Les premiers mois, nous avons donc proposé les mêmes thèmes tout en tenant compte de la nouvelle dynamique de groupe.

Rôle du Centre Handicap et Santé

De ces deux années de collaboration, les apports du Centre Handicap et Santé furent multiples. De par la connaissance des spécificités du handicap et une approche scientifique de la promotion de la santé, nous avons soutenu l'équipe du planning

dans l'utilisation d'outils pédagogiques adaptés et/ou à adapter.

De manière générale, depuis 1993, le Centre Handicap et Santé développe des programmes de recherche et d'action dans le champ de la promotion de la santé des personnes handicapées.

Le thème principal de recherche et d'action est la vie affective, relationnelle et sexuelle, et la qualité de vie. Le Centre a mené des actions tant en faveur des personnes déficientes intellectuellement que physiquement et s'intègre actuellement dans des recherches relatives au handicap sensoriel.

Concrètement, le champ d'action comprend l'analyse des besoins des publics cibles, la création d'outils pédagogiques d'information, de sensibilisation et de formation, l'évaluation et la diffusion des outils créés, des actions de formation et de sensibilisation ainsi que des collaborations avec des services généraux et des institutions spécialisées dans le domaine du handicap et dans le domaine de la promotion de la santé affective, relationnelle et sexuelle.

Les sensibilisations sont destinées au grand public, notamment en vue d'agir sur les représentations sociales.

Les informations sont principalement destinées aux personnes en situation de handicap et à leur entourage.

Les formations sont destinées aux professionnels et intervenants de première ligne, notamment les Centres de Planning Familial, les services résidentiels et les services de jour, les services d'accompagnement, les services d'aide à l'intégration, les Centres PMS, etc.

Parmi les outils créés, H & S vient de publier la 2^e édition du programme « Des Femmes et des Hommes », un programme d'éducation affective, relationnelle et sexuelle destiné de façon prioritaire aux adolescents et aux adultes présentant une déficience intellectuelle.

Conçu sous la forme d'une mallette pédagogique, il permet aux professionnels (psychologues, sexologues, assistants sociaux, médecins, infirmiers, enseignants, éducateurs, etc.) de mettre en place des animations visant à accompagner les personnes dans leur épanouissement relationnel, amoureux et sexuel.

Si le contenu reste fidèle à la première édition, et tend toujours à combiner l'approche des émotions et des relations à l'éducation sexuelle proprement dite, cette nouvelle édition comporte des modifications importantes, tant au niveau du contenu que de la présentation.

Autre contexte, autre mission

En 2006, plusieurs résidents d'un service résidentiel pour adultes (SRA) du Hainaut participent au groupe de réflexion sur la vie affective et sexuelle organisé par Altéo. Suite à cela, une réflexion est née au sein de l'équipe soignante du SRA qui en a fait part à sa direction.

L'idée a peu à peu germé quant à la mise en place d'une charte relative à la vie affective et sexuelle au sein du service. Afin d'avancer dans la réflexion, trois personnes se sont rendues dans un service résidentiel de la province de Namur pour profiter de l'expérience de l'équipe, qui, quelques années auparavant, a rédigé une telle charte.

Le recours à des personnes extérieures au SRA s'est d'emblée imposé comme condition indispensable à la mise en œuvre du projet.

C'est donc dans ce contexte que le SRA a fait appel au Centre Handicap et Santé afin d'être supervisé tout au long du processus. Une convention entre les deux parties a été signée fin 2007.

Dans un souci de qualité et d'approche pluridisciplinaire, un groupe de travail s'est constitué d'un représentant de la direction, d'un membre du conseil d'administration, du psychologue, de l'assistant social, du chef infirmier, d'un éducateur, d'un aide-soignant, de deux résidents, du médecin et de deux membres du Centre Handicap et Santé.

Le choix d'adhérer à ce groupe de réflexion s'est fait sur base volontaire.

Pourquoi n'avoir pas tout simplement repris une charte existante puisque ce genre de textes existe dans d'autres services résidentiels ?

La charte doit avoir comme objectif de définir les droits et devoirs de l'ensemble des personnes du SRA, c'est-à-dire tant les personnes accueillies que les professionnels. Or, pour que le contenu corresponde au contexte de vie et pour que l'ensemble du groupe puisse se l'approprier, la charte doit être un texte personnalisé.



Afin que les informations partagées au sein du groupe de réflexion se diffusent vers tous les membres de l'équipe soignante et tous les résidents, des membres du groupe de travail ont été chargés de faire le relais vers ces personnes.

En réalité, il y eut un double mouvement puisque ces mêmes personnes ont relayé les questions et réflexions de l'ensemble du groupe vers le groupe de travail.

Voici les étapes de l'ensemble du processus poursuivi par le groupe :

- La première réunion a permis de préciser l'objectif de la supervision, de mieux comprendre le contexte du service et les situations qui se posent actuellement, ainsi que les demandes concrètes des résidents que l'équipe soignante est amenée à gérer.
- Ont suivi trois réunions de réflexion sur les différentes problématiques inhérentes à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui se posaient dans le

service, dont le résultat fut l'élaboration d'un questionnaire afin de recueillir l'avis des professionnels ne faisant pas partie du groupe de réflexion.

- Analyse des résultats du questionnaire et élaboration d'un deuxième questionnaire sur base de clarifications et reformulations.
- Analyse des résultats du questionnaire n° 2 et premiers essais de rédaction d'un texte.

Rôle du Centre Handicap et Santé

Lors de cette mission, les objectifs poursuivis par les membres du Centre Handicap et Santé furent

l'organisation des diverses tâches à accomplir, amener les participants à s'interroger sur leurs valeurs, leurs priorités et leurs objectifs, leurs perceptions et leurs modalités de communication.

Ils ont permis de clarifier ce qui appartient à chacun en favorisant la mise à distance dans les situations complexes par une analyse du contexte, une clarification des objectifs poursuivis et l'élaboration d'un cahier des charges.

Les interventions ont également permis de fédérer l'ensemble de la communauté autour de valeurs partagées en mobilisant des ressources individuelles, collectives, institutionnelles.



Le Centre Handicap et Santé est également à l'origine de la création du Centre de Ressources Handicaps et Sexualités (CRHS)

En effet, fin 2013, suite aux constats de la Commission wallonne des personnes handicapées, la Région wallonne lance un appel à projet concernant la création d'un Centre de Ressources relatif au handicap et à la sexualité.

En 2014, trois services, forts de leurs expertises de terrain dans des domaines complémentaires, décident de répondre ensemble à cet appel.

C'est ainsi qu'en 2015, Espace P... (secteur du travail du sexe), le Centre Handicap et Santé et le Centre de Planning Familial namurois de Solidaris créent le Centre de Ressources « Handicaps et Sexualités ».

Le CRHS s'adresse à toute personne concernée de près ou de loin par la vie affective, relationnelle et sexuelle des personnes en situation de handicap. Plus précisément, il répond à toute demande formulée par des personnes vivant elles-mêmes une situation de handicap, leurs proches, les professionnels et futurs professionnels du secteur du handicap, de la santé, les travailleurs du sexe, les politiciens, etc.

Face à ces demandes, le CRHS joue essentiellement un rôle d'écoute, d'information, de relais et de sensibilisation.

Concrètement, l'équipe du CRHS mobilise les ressources existantes selon la zone géographique du demandeur, propose des rencontres individuelles et collectives d'information. De plus, il organise des plateformes d'échanges, des soirées débat, des colloques, et des salons autour de divers thèmes.

Le Centre Handicap et Santé

8 rue du Lombard
5000 Namur
081 84 02 10

www.handicap-et-sante.be

Le Centre de Ressources Handicaps et Sexualités

7 rue de la Tour
5000 Namur
081 84 02 47

www.handicaps-sexualites.be

L'EVRAS ne se fait pas en deux coups de cuillère à pot

> Jean-Philippe Hogge, Planning Marolles

Animateur au centre de planning familial des Marolles¹, Jean-Philippe Hogge revient sur la façon dont s'organise l'EVRAS dans des écoles désertées par les classes bourgeoises. Éclairant sur les difficultés rencontrées dans un milieu profondément multiculturel et en proie à la précarisation des conditions de vie, ses propos ont aussi le mérite de tirer à boulets rouges sur la faiblesse des moyens accordés à l'EVRAS face à la puissante machine de reproduction sociale que constitue l'école.

En quoi consiste ton boulot au sein des plannings ?

Je travaille au planning familial des Marolles qui est l'un des plus grands centres de la Fédération Laïque. En EVRAS, dix animateurs effectuent plus ou moins 800 heures d'animation par an. Ils interviennent essentiellement dans les écoles, mais aussi dans des institutions comme la Croix Rouge, le Petit Château (centre d'accueil pour demandeurs d'asile), des maisons de femmes, etc.

J' imagine que vous adaptez les animations en fonction de l'âge des élèves.

Évidemment, d'autant plus que l'on intervient parfois dans des écoles gardiennes. Avec les plus jeunes, on parle de sentiments, ce que signifie aimer ou ne pas aimer. En fin de primaire, on commence à aborder le schéma corporel et la puberté. En secondaire, on passe aux moyens de contraception et aux maladies sexuellement transmissibles. Ensuite, l'âge importe peu. La semaine passée, j'ai été dans une maison de femmes battues où le public avait entre 22 et 50 ans.

Et quelles sont les difficultés, les facilités que vous rencontrez dans les écoles ?

On travaille au centre-ville, autrement dit avec une population qui n'est pas vraiment représentative des dix-neuf communes. Dans un milieu bourgeois, les élèves sont plus formatés, ce qui facilite la transmission d'un savoir. Ce sont en général des jeunes qui ont l'habitude de parler en famille de ce genre de problèmes. La grande partie de nos animations concerne un public multiculturel, composé notamment de nombreux musulmans. Or, il est parfois difficile pour ces derniers d'entendre ce que l'on dit ; certains ne se sentent pas concernés car ils sont censés rester vierges jusqu'au mariage. Pourtant, comme tous les jeunes du même âge, ils ont les hormones qui travaillent et ils ont envie de passer à l'acte. Que tu sois noir, jaune ou vert, en Belgique, 16 ans est l'âge moyen pour avoir des relations sexuelles. C'est donc précisément l'âge où il faut apprendre à se protéger. Certains ont beau prétendre que cela ne les regarde pas, qu'ils vont se marier dans cinq ou dix ans pour faire des enfants et que, donc, la contraception ne les concerne pas, bon nombre d'entre eux vont perdre leur virginité avant

1. planningmarolles.be



le mariage. Faute d'être suffisamment informé, il y a de nombreux cas de grossesses non désirées ; en témoigne le nombre de jeunes filles voilées qui viennent ici pour une IVG.

Tel est donc votre quotidien au centre de planning familial ?

Tout à fait. On pratique également de nombreuses reconstructions de l'hymen. Nous sommes le seul centre de planning familial sur Bruxelles qui la pratique et on en fait au moins une par semaine. En clinique privée, l'intervention coûte beaucoup plus cher et le résultat n'est pas assuré. Il n'est pas rare que nous devions accueillir des jeunes filles qui sont déjà passées par là. Dernièrement, une patiente est venue car sa suture n'avait pas tenu, et ce malgré les 500 € qu'on lui avait demandé de glisser sous la porte du médecin de la clinique. Évidemment, la

reconstruction d'hymen est une intervention qui nous pose question car ce n'est généralement pas la patiente qui souhaite être vierge pour elle-même. C'est toujours le choix d'un homme ou d'une famille. On le fait parce qu'il n'y a pas vraiment d'autres solutions.

Modifiez-vous le contenu de vos animations en fonction des caractéristiques du public qui vous fait face ?

Face à un public majoritairement « blanc bleu belge », le thème de la virginité va effectivement prendre une tout autre place que face à une classe composée à 80 % de musulmans. Précisons que dans les écoles autour de notre centre, on est actuellement préoccupé par la problématique des abus sexuels. Il s'agit en général de jeunes garçons de 15 ou 16 ans qui font du forcing sur les gonesses et parfois ça débouche sur des attouchements, voire un viol. Il faut bien se rendre compte qu'on est dans un contexte où c'est la pornographie qui généralement tient lieu d'éducation sexuelle. On se retrouve donc avec des jeunes qui ne pensent qu'à leur plaisir. Faire l'amour, c'est-à-dire donner du plaisir à l'autre, c'est quelque chose qui leur échappe encore un peu.

S'agissant de la virginité, on arrive à déconstruire pas mal de choses, de même qu'au niveau de l'égalité entre hommes et femmes. Depuis le 11 septembre, le travail est toutefois devenu plus compliqué. La situation est encore plus complexe depuis deux ou trois ans. Il y a davantage de filles voilées, de plus en plus de gens qui se renferment sur leur communauté. En outre, je remarque que le discours des garçons est plus décomplexé lorsqu'ils abordent le schéma homme-femme. Cette semaine par exemple, j'ai fait une animation dans une école du quartier et on m'a directement parlé de Daesh !

Comment ces questions sont-elles traitées au niveau des plannings ?

Des réunions entre animateurs bruxellois sont organisées au moins une fois par mois. Malheureusement, on a rarement le temps d'y participer. Cette année, on envisage de mettre en place une supervision car on se sent parfois un peu perdu. Je pense notamment à cette école où un viol a été commis

l'année passée. Plutôt que deux animations de deux heures, on a décidé de faire quatre animations de deux heures pour pouvoir aller un peu plus loin. Mais comme dans de nombreuses associations, on travaille souvent dans l'urgence, ce qui nous laisse peu de temps de préparation.

Êtes-vous bien reçus par les directions d'école ?

Dans les situations extrêmes telles que des attentats ou un viol qui suscitent pas mal d'émoi, le planning familial est perçu comme la solution à tous les problèmes. En réalité, rien ne se règlera en deux coups de cuillère à pot. Il s'agit d'un travail de longue haleine. Quand on les voit deux ou quatre fois dans le cadre de nos animations, on peut apporter quelques éléments de réflexion. Mais, à mon sens, le travail doit se mener dès les années primaires jusqu'à la fin des secondaires. Cela dit, en ce qui concerne les directions, ça dépend d'une école à l'autre. Tandis que certaines directions considèrent leur école comme une espèce d'usine qui doit tourner, d'autres ont une conception plus humaine, elles s'intéressent à leurs élèves, les poussant même à venir nous voir. Il y a aussi des profs qui nous appellent dès lors qu'ils estiment que leurs élèves ont besoin que nous intervenions. À cet égard, je remarque que les problématiques surviennent de plus en plus tôt. Auparavant, nous intervenions surtout auprès d'ados de deuxième ou troisième secondaire. Désormais, nous avons de nombreuses demandes pour des premières secondaires, voire des sixièmes primaires.

La question de l'homosexualité est-elle compliquée à aborder ?

De fait, le sujet est parfois très sensible, mais on a parfois de très chouettes surprises. En règle générale, lorsqu'on intervient dans une classe avec une grande présence musulmane, on est confronté à un discours très dur, voire haineux. Mais il suffit parfois qu'un des élèves de la classe s'affiche ouvertement homosexuel

pour que la situation s'inverse complètement. En fait, dès qu'ils y sont confrontés, leur regard change.

Tu évoquais l'importance des changements survenus depuis le 11 septembre 2001. Comment perçois-tu l'évolution des choses durant les prochaines années ?

De prime abord, je ne suis pas très optimiste, notamment au vu de la situation internationale qui a tendance à susciter un certain repli communautaire. Toutefois, que pouvons-nous faire si ce n'est continuer le combat en multipliant les interventions dans les écoles dès le plus jeune âge. C'est comme avec les drogues, il faut que la prévention s'organise le plus tôt possible pour que les jeunes apprennent très vite à développer une individualité propre et soient en capacité de s'affirmer par rapport à un groupe. Mais, même si l'EVRAS est désormais obligatoire dans toutes les écoles, il reste énormément d'écoles qui ne sont pas touchées.

Ne serait-il pas intéressant de davantage former les adultes qui entourent les jeunes ?

La fédération organise des formations à L'EVRAS qui durent cinq ou six jours. Certaines infirmières du PMS les suivent et je pense que c'est une bonne idée. En revanche, on a déjà fait des essais avec des personnes qui n'avaient pas suivi de formation. C'est du grand n'importe quoi. Par ailleurs, même si certains profs charismatiques s'en sortent plutôt bien, la grande majorité n'est pas à l'aise, car ce n'est pas leur métier de parler de ça, d'autant plus avec des jeunes qu'ils côtoient quotidiennement. En tant qu'élève, cela peut être également problématique d'aborder des questions liées à la sexualité avec son prof. À mon sens, l'idéal serait d'organiser la prévention dès les premières classes, à un âge où il n'y a pas nécessairement besoin de parler de sexe pour faire de la prévention autour de la sexualité. Tout comme avec les drogues, il « suffit » de travailler sur l'estime de soi.

Focus sur un acteur de terrain : l'asbl SIDA'SOS

> Étienne Crousse, détaché pédagogique SIDA'SOS ASBL



L'EVRAS, problématique et développement

Comme le souligne l'OMS, la santé sexuelle et reproductive fait partie intégrante de la santé et représente une composante majeure du bien-être de l'être humain. L'adolescence correspond à une période où les relations d'amitié s'inscrivent dans la durée et c'est également à cette période que la plupart des jeunes s'éveillent aux sentiments amoureux et aux relations sexuelles. Même si elle ne peut assurément être réduite à la notion de risque, en termes de santé, l'intérêt que suscite la vie affective et sexuelle des adolescents se focalise souvent sur cet aspect, entre autres dans la perspective de réduire les risques liés aux infections sexuellement transmissibles (IST), au VIH et aux grossesses précoces. Cette vision parfois trop fermée des jeunes ne doit pas faire oublier toute l'importance de l'éducation à la citoyenneté qui leur permettra d'intégrer les notions de respect, d'ouverture et de compréhension nécessaires au développement de leur vie relationnelle.

L'adolescence est une période charnière à plus d'un titre. Dans le champ de la vie affective et sexuelle, les jeunes y connaissent leurs premiers émois amoureux et c'est à cette période que la plupart d'entre eux auront leur premier rapport sexuel. En Fédération Wallonie-Bruxelles, un jeune sur deux entre 15 et 18 ans déclare avoir déjà eu un rapport sexuel. Parmi ceux-ci, un jeune sur 10 déclare avoir eu un rapport sexuel avant l'âge de 14 ans et 4 jeunes sur 10 déclarent avoir connu plusieurs partenaires.

Si on aborde la vie affective et sexuelle sous l'angle de la santé, la prévention des IST, y compris le VIH/SIDA, constitue un des enjeux majeurs. À ce titre,

l'information joue un rôle essentiel dans les stratégies visant à améliorer les connaissances des jeunes et à diminuer la prise de risque lors des relations sexuelles. Globalement, le niveau de connaissances quant aux modes de transmission du VIH/SIDA des adolescents de 15-18 ans en Fédération Wallonie-Bruxelles est relativement bon même si certaines méconnaissances ou fausses croyances persistent. En revanche, les IST posent encore beaucoup de problèmes d'informations en termes de sensibilisation et de prévention.

En juillet 2012, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a voté l'inscription de l'EVRAS dans les missions de l'école. Depuis lors, l'EVRAS est théoriquement obligatoire dans tous les établissements scolaires, tant dans l'enseignement fondamental que secondaire, ordinaire et spécialisé. Un Protocole d'accord entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale a été signé le 20 juin 2013 (circulaire n° 4550 du 10 septembre 2013). Celui-ci a pour objectifs de proposer aux écoles des points de repère, d'ouvrir des pistes, d'aider à dynamiser, encourager, soutenir et outiller l'ensemble des acteurs qui interviennent au sein de l'école.

Avant cet accord, les écoles prévoient un programme d'éducation affective et sexuelle à la période du début de l'adolescence (fin du primaire, début du secondaire). Ce programme était mené conjointement par les équipes éducatives et les centres PMS/PSE.

Aujourd'hui, les objectifs de l'EVRAS prévoient une approche plus globale passant notamment par une éducation à la vie relationnelle.

Qu'est-ce que l'EVRAS en milieu scolaire ?

L'EVRAS est un processus éducatif qui implique notamment une réflexion en vue d'accroître les aptitudes des jeunes à opérer des choix éclairés favorisant l'épanouissement de leur vie relationnelle, affective et sexuelle et le respect de soi et des autres. Il s'agit d'accompagner chaque jeune vers l'âge adulte selon une approche globale de la santé et de la citoyenneté dans laquelle la sexualité est entendue au sens large et inclut notamment les dimensions relationnelle, affective, sociale, culturelle, philosophique et éthique.

Ce processus en milieu scolaire se développe tout au long de la scolarité des élèves et implique l'ensemble de la communauté scolaire, avec le soutien éventuel d'intervenants extérieurs autres que les PMS.

Il est complémentaire à la responsabilité des parents, de l'entourage adulte des enfants et des jeunes en matière d'éducation. Il ne s'y substitue pas.

Les objectifs de l'EVRAS en milieu scolaire sont définis par le Décret-Mission¹ comme suit :

- Promouvoir le libre choix, le respect, la responsabilité envers l'autre et soi-même et l'égalité dans les relations amoureuses et les pratiques sexuelles des jeunes.
- Permettre aux enfants et aux jeunes de construire, parallèlement à leur développement psychoaffectif, des compétences personnelles en vue de leur permettre de poser des choix responsables.
- Prévenir la violence dans les relations amoureuses et, sur un plan plus général, dans les relations entre filles et garçons.
- Déconstruire les stéréotypes.

L'EVRAS au programme de l'enseignement en FWB, des enseignants souvent perdus face à la tâche

Depuis quelques années, les initiatives visant à généraliser l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle à l'école se multiplient. Toutefois, on remarque qu'en pratique l'EVRAS a du mal à se mettre en place au sein des établissements scolaires et que les jeunes restent sous et/ou méinformés dans ce domaine. En ce qui concerne les écoles, des disparités perdurent. Celles-ci concernent à la

fois les thématiques abordées, le temps octroyé à ces initiatives, les intervenants, leur formation, etc. Ces animations seraient moins présentes au sein de l'enseignement professionnel, technique et artistique alors que les jeunes qui y étudient ont plus tendance à avoir une sexualité précoce et à s'exposer à des risques². On peut donc relever des disparités en termes d'accès à l'EVRAS en milieu scolaire.

En ce qui concerne les jeunes, une enquête réalisée en 2010³ relevait leur manque de connaissances quant aux différentes méthodes de contraception et à leur utilisation. Ce manque d'information serait notamment dû au fait que de nombreux parents abordent, insuffisamment ou tardivement, les questions de la vie affective et sexuelle et ce, pour différentes raisons qui peuvent être liées à leur religion, leur culture mais aussi à un dialogue insuffisant ou difficile avec leurs enfants. De plus, les adolescents connaissent des difficultés à aborder ce sujet avec leurs parents. Leurs principales sources d'information sont dès lors les discussions entre amis et le web (forums). Par ailleurs, quelque 80 % des jeunes sont en contact régulier avec la pornographie⁴. Dans un contexte où le matériel pornographique se caractérise par sa grande accessibilité et donne une image fautive de la sexualité, transmettre une information adéquate et de qualité au sujet de la vie relationnelle, affective et sexuelle s'avère capital.

Depuis juillet 2012, l'EVRAS est inscrite dans les missions de l'enseignement obligatoire, et une telle éducation est considérée comme un droit. Depuis la rentrée scolaire 2012, les écoles sont tenues de mettre en œuvre des animations EVRAS. Il s'agit d'une réelle avancée car on reconnaît enfin que l'école a un rôle à jouer quant à l'éducation relationnelle, affective et sexuelle des jeunes. Cependant, il s'agit en réalité d'un pas plutôt symbolique. En effet, un grand flou accompagne la mise en œuvre de cette mesure car contrairement aux programmes déjà bien structurés en région flamande⁵ et en France⁶, aucun cadre n'a été mis en place en Fédération Wallonie-Bruxelles afin d'expliquer aux intervenants comment procéder en pratique. En conséquence, l'EVRAS est susceptible d'être abordée de manière très différente et donc inégalement selon les établissements scolaires.

Pour y remédier, une véritable concertation entre les différents acteurs de l'EVRAS semble nécessaire

1. Le Décret-Mission (1997) régit l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles : http://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/21557_019.pdf

2. Pour une éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) accessible à toutes et tous - CODE - Mai 2014.

3. Camille Gros, « Connaissances des jeunes sur la contraception et les infections sexuellement transmissibles », *Gynécologie et obstétrique*, Université Paris Descartes, 2010.

4. <http://educationsante.be/article/les-jeunes-et-le-porno/>

5. <http://www.sensoa.be/sensoa-centre-flamand-dexpertise-sur-la-sante-sexuelle>

6. http://media.eduscol.education.fr/file/Action_sanitaire_et_sociale/52/6/education_sexualite_intervention_114526.pdf



afin de définir un tronc commun d'animations/interventions et de valider un programme pertinent pour l'enseignement obligatoire.

SIDA'SOS, une asbl qui sensibilise les jeunes à la santé sexuelle

SIDA'SOS est une asbl créée pour les jeunes et par les jeunes en 2009. Reconnue comme organisation de jeunesse (OJ) depuis 2013, elle a pour mission de sensibiliser les jeunes à la santé sexuelle afin de faire évoluer les mentalités et de permettre à ceux-ci d'adopter des comportements favorables sur du long terme.

La force de l'association est liée à son fonctionnement par le dialogue de jeunes à jeunes, via la création d'un réseau de volontaires. L'éducation des pairs par les pairs est un moyen très efficace, qui a déjà fait ses preuves à l'étranger et dans de nombreux domaines de prévention.

Ce réseau de volontaires permet de mobiliser les jeunes autour d'une cause commune, de réaliser des actions de terrain et de gagner en crédibilité auprès de son public.

Ses objectifs s'articulent autour du dialogue entre jeunes sur l'ensemble des thématiques de l'EVRAS et notamment la sensibilisation...

- au respect des différences;
- à l'orientation sexuelle;
- au harcèlement;
- au respect entre filles et garçons;
- à la sexualité;
- à l'accès aux aides sociales et médicales;
- à la capacité à communiquer sur la sexualité, les émotions et les relations;
- à la prévention des effets de la pornographie;
- à la prévention des grossesses précoces et des IST;
- à la prévention des discriminations de genre, d'orientation sexuelle...
- à la prévention des conduites à risque adoptée par les jeunes.

Les actions de SIDA'SOS

Dans le cadre de l'EVRAS en milieu scolaire, SIDA'SOS joue un rôle d'expert au service des écoles et des étudiants. Son champ d'action s'articule autour de cinq domaines d'activité.

Créer des outils pédagogiques (testés, évalués et remis à jour régulièrement)

SIDA'SOS crée ses propres outils de sensibilisation et de prévention interactifs (outils spécifiques aux différentes thématiques) et les utilise lors de toutes ses interventions pédagogiques. Les outils forment un parcours ludique et éducatif relatif aux thématiques de l'EVRAS. Ces outils sont créés par des jeunes volontaires et étudiants accompagnés de l'équipe de SIDA'SOS.

Former des pairs-éducateurs

Le fondement des actions de SIDA'SOS est basé sur la stratégie d'éducation par les pairs et l'implication des jeunes dans différents projets et dans chacune des actions qui se déroulent dans les différents lieux de vie des 15-30 ans. L'éducation par les pairs et l'implication des jeunes dans l'élaboration de programmes (empowerment) sont deux techniques largement utilisées et soutenues par la recherche et les programmes internationaux en matière de sensibilisation à la vie sexuelle et affective.

Il est primordial que les pairs-éducateurs reçoivent une formation complète étant donné qu'ils sont considérés comme des « experts » par les jeunes qu'ils sensibilisent. Ils sont notamment formés à la théorie par un médecin sur la problématique des IST et du VIH/SIDA et à la pratique de l'animation à travers des jeux de rôle.

Intervenir dans les écoles secondaires

Les actions de SIDA'SOS dans les écoles secondaires ciblent actuellement les élèves de 3^e, 4^e et 5^e années dans plusieurs communes de Bruxelles: Ville de Bruxelles (depuis 2011), Anderlecht (depuis 2012) et Ixelles (depuis 2013). Il s'agit d'excursions extrascolaires consistant en un parcours interactif de 2 heures composé d'une dizaine d'outils pédagogiques autour des thématiques de l'EVRAS. Ces actions sont généralement ouvertes à l'ensemble des écoles de la commune. SIDA'SOS se concentre essentiellement sur les écoles techniques et professionnelles. Ces actions sont construites avec l'ensemble des acteurs « santé » et « jeunesse » de la commune.

Intervenir en hautes écoles et à l'université

Les actions de sensibilisation en hautes écoles et à l'université sont constituées d'un parcours de jeux interactifs installé dans le hall du bâtiment, la cafétéria, le foyer culturel; un endroit où les jeunes passent fréquemment. Les pairs-éducateurs, formés par SIDA'SOS, animent les différents outils pédagogiques aux côtés des partenaires. Ce parcours met en avant une dizaine de thématiques autour de l'EVRAS, notamment le couple, la sexualité, le respect des différences, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, la contraception, les IST et la prévention.

Participer et créer des événements liés à l'EVRAS et aux campagnes de lutte contre les IST

SIDA'SOS organise des actions locales menées dans les milieux festifs: discothèques, festivals, soirées étudiantes... Dans le cadre de ces événements festifs, les acteurs et le public entrent en interaction dans un environnement qui se prête bien à une stratégie de promotion de la santé sexuelle comme lors du festival « URBAN ARTS SOLIDARITY » organisé par SIDA'SOS au mois d'août. Les jeunes non scolarisés peuvent ainsi également bénéficier des actions de sensibilisation et de prévention organisées par l'association.

L'avenir de l'EVRAS

SIDA'SOS, en concertation avec les fédérations de Centre de Planning Familial, réfléchit à une meilleure manière d'organiser l'EVRAS en Fédération Wallonie-Bruxelles.

En effet, l'association pense qu'il faut un processus « EVRAS » inscrit sur l'ensemble du cursus de l'étudiant.

Il apparaît qu'une sensibilisation doit se faire à différents moments de la vie de l'étudiant en abordant différents thèmes (par exemple en 6^e primaire, 1^{er}, 3^e et 5^e secondaires). Pour ce faire, pourquoi ne pas construire un cadre EVRAS (programme, outils, formations, intervenants...) à l'instar de ceux qui existent déjà en Flandres⁷ ou en France⁸ ?

Le nombre d'animateurs dans les Centres de Planning Familial étant insuffisant pour assurer une couverture efficiente de l'ensemble des thématiques, il est important que les différents acteurs de l'EVRAS travaillent tous en concertation et en valorisant leur complémentarité.

Si l'EVRAS doit nécessairement passer par la formation de professionnels aux services des écoles et à la création de cellules de travail, l'EVRAS ne peut pas se limiter à la sensibilisation prévue dans le cadre de l'enseignement. Tous les acteurs éducatifs, et notamment les parents, sont concernés. La co-construction du programme EVRAS et le co-accompagnement des jeunes sont donc l'affaire de tous.

En conclusion, SIDA'SOS considère qu'il y a énormément de richesses disponibles en faveur de l'EVRAS mais hélas pas suffisamment de cadre et de coordination.

À quand une vraie concertation entre tous les acteurs concernés ?

SIDA'SOS ASBL
info@sidasos.be www.sidasos.be

7A square de l'aviation
1070 Anderlecht

7-9 quai de la Goffe
4000 Liège

7. SENSOA – <http://www.sensoa.be/sensoa-centre-flamand-dexpertise-sur-la-sante-sexuelle>

8. <http://eduscol.education.fr/cid46864/orientations-nationales-et-objectifs-de-l-education-a-la-sexualite.html>

Regard des acteurs scolaires sur l'EVRAS

> Damien Favresse, Centre local de promotion de la santé (CLPS) de Namur

Dans le cadre de leur mission de point d'appui aux écoles, les centres locaux de promotion de la santé (CLPS) ont réalisé une trentaine d'entretiens auprès des professionnels de l'enseignement secondaire (Directeurs, Éducateurs, Enseignants, Agents CPMS/SPSE¹) dont l'une des nouvelles missions est d'assurer l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) des élèves. Les constats et implications pratiques, qui en émanent, permettent de mieux comprendre la réalité scolaire et, à ce titre, concernent à des degrés divers toute personne intervenant dans les écoles.

Conception pratique de la démarche

Sur le plan des représentations de l'EVRAS, coexistent deux manières typiques² de considérer cette approche. La première nous renvoie à une conception plus théorique, centrée sur les valeurs et principes de légitimité qu'elle véhicule (respect de soi et des autres, épanouissement affectif, égalité des genres, etc.). La seconde, plus pragmatique, cible le caractère opérationnel de la démarche d'une part et se réfère aux expériences vécues, concernant la vie affective et sexuelle des élèves, au sein de l'école, d'autre part.

Si les deux versants sont plus ou moins présents chez les différents intervenants, la conception plus théorique, privilégiant l'aspect global et fondamental de l'EVRAS s'atténue fortement lorsque les intervenants scolaires nous parlent de sa concrétisation au sein de l'école ou des besoins des élèves en la matière. Concernant ce dernier point, ils nous renvoient principalement l'image d'une jeunesse à risques sur le plan sexuel et très peu, voire de manière très succincte, d'une jeunesse épanouie sur le plan relationnel, affectif et sexuel. À leurs yeux, les jeunes auraient

une vision tronquée des relations affectives et sexuelles parce que d'une part, leur socialisation en ce domaine passerait principalement par internet et par leurs pairs et que d'autre part, les parents, souvent mal à l'aise avec le sujet, ne seraient pas toujours à même de faire contrepoids à ce processus. Socialisés par internet et par leurs pairs, avec des référents adultes peu présents ou peu fiables, ce sont davantage les risques liés aux comportements sexuels et les attitudes sexistes de certains adolescents qui préoccupent surtout les intervenants scolaires.

Cette image est plus prégnante parmi les intervenants de l'enseignement de qualification où les professionnels de l'école se sentent, aussi, souvent en porte-à-faux avec les valeurs et conduites prônées par les familles des élèves sur le plan affectif et sexuel. Et, en effet, les apprenants suivant une formation qualifiante sont, à âge égal, plus nombreux à être sexuellement actifs et à adopter des conduites à risques (usage de cannabis, implication dans des actes de violence physique, etc.). Ils ont donc des besoins plus spécifiques liés à ces différences comportementales³.

« C'est tout ce qui comporte l'éducation sexuelle et quelque part sociale aussi du

1. Centre Psycho-Médico-Social/Service de Promotion de la Santé à l'École.

2. Technique d'analyse qui consiste à extraire les traits les plus fondamentaux des situations observées pour définir les cas extrêmes à partir desquels on peut hiérarchiser les différents cas rencontrés dans la réalité (Weber, (1965), in PAILLÉ P., MUCCHIELLI A., *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, A. Colin, 2002).

3. MOREAU N. & al., « La santé et les comportements de santé » et FAVRESSE D. & al., « L'évolution de l'usage de psychotropes et des multimédias », in *La santé des élèves de l'enseignement secondaire : résultats de l'enquête HBSC 2010 en FWB*, Sipes (ESP-ULB), Bruxelles, 2013.

jeune par rapport à son épanouissement dans sa vie affective et sexuelle. Ça va donc des relations sexuelles jusqu'aux grossesses voulues, non voulues mais aussi aux problèmes liés aux maladies comme la chlamydia, ou encore des problèmes de viol, etc. » (Éducateur)

« [...] pour eux la sexualité est très hard, c'est surtout Youporn, les sites pornos. C'est là qu'ils apprennent leur sexualité et je leur dis que ça ne représente pas la vie d'un couple, que ce n'est pas ça... pour eux la pornographie c'est la réalité. » (Enseignant)

« Plus ici qu'ailleurs [...], les parents sont souvent démissionnaires, ils n'ont pas du tout la même relation avec leur enfant que nous on peut avoir avec les nôtres et donc ils ont besoin de ces repères-là car ils ne les ont pas à la maison. » (Éducateur)

Pour les professionnels de l'école, l'EVRAS est donc une nécessité. Ils sont également nombreux à insister sur le fait que les multiples différences des élèves en la matière (développement physique, confiance en soi, origines familiales, etc.) vont à l'encontre d'interventions trop ponctuelles ou trop « clés sur porte ».

« En 1^{re} secondaire, on rencontre des enfants qui, physiquement et moralement, sont déjà des jeunes ados (mieux préparés, plus confiants) et par contre il y a des enfants qui sont, dans leur corps et dans leur tête, des enfants (manque de confiance en eux, mal dans leur peau, ne savent pas prendre de décisions). » (Directeur)

Conditions pour son opérationnalisation

Pour les acteurs scolaires rencontrés, l'opérationnalisation de l'EVRAS passe par diverses conditions. D'abord, la présence d'intervenants spécialisés en EVRAS est considérée comme indispensable pour aborder les questions relatives à la sexualité qui sont jugées trop intimes pour être abordées avec les élèves.

Ensuite, pour beaucoup, il ne suffit pas d'avoir des intervenants, il faut encore développer la continuité

Centres psycho-médico-sociaux & Services de promotion de la santé à l'école (CPMS-SPSE)

Les CPMS et SPSE ont pour missions de promouvoir la santé au sein des établissements scolaires. L'EVRAS étant un champ de la promotion de la santé, elle fait partie des thématiques abordées par ces 2 structures. Celles-ci interviennent auprès des jeunes, soit en individuel quand la situation s'y prête, soit en collectif, généralement sous forme d'animation. Lors de leurs interventions en classe, les CPMS et SPSE abordent l'EVRAS sous ses différentes facettes. Il s'agit notamment des émotions, du bien vivre ensemble avec les enfants de maternelle et primaire, sans négliger la notion d'éducation sexuelle avec les plus grands de secondaire. C'est dans ce cadre que les CPMS-SPSE interrogés durant différents entretiens constatent que certains élèves ont des besoins spécifiques en matière d'EVRAS notamment, ceux des sections techniques, professionnelles et dans les CEFA. Ces derniers, encore plus que les autres, ont souvent une vision altérée de ce qu'est la vie amoureuse : la jalousie à l'extrême serait une preuve d'amour, youporn serait la réalité, ... Les besoins spécifiques sont encore plus criants dans l'enseignement spécial où chaque type de handicap requiert une approche particulière voire individuelle. Les CPMS-SPSE doivent faire face à certains obstacles comme des horaires inadaptés (50 minutes constituent une période trop longue pour certains jeunes), des outils pédagogiques peu adaptés pour l'enseignement spécial, des animations collectives répondant difficilement aux besoins de chaque élève, ...

C'est pourquoi, il est essentiel pour les CPMS-SPSE que l'EVRAS soit pensée et intégrée dans une politique globale de promotion de la santé au sein de chaque école. L'idéal serait que, dans chaque établissement, plusieurs personnes de l'équipe éducative, en partenariat avec le CPMS-SPSE et des structures extérieures comme les plannings familiaux, analysent les besoins de l'école en matière d'EVRAS et réfléchissent à la mise en place de celle-ci au sein de l'établissement. Cette mutualisation des forces de chacun permettrait d'offrir aux élèves des interventions cohérentes et pérennes tout au long de leur scolarité.

et la complémentarité des actions, tant au sein de chaque établissement (approche interdisciplinaire entre enseignants, action de prévention et accompagnement individuel des élèves...) que dans les relations entre les acteurs scolaires et extrascolaires (planning, service spécialisé, Service d'Aide en Milieu Ouvert (AMO), etc.). À titre d'exemple, ce type de développement nécessite, de la part des professionnels scolaires, de dépasser la connaissance relativement succincte qu'ils ont habituellement du contenu des actions des intervenants spécialisés.

« Les centres de Planning Familial [...] ils ne connaissent pas la réalité des écoles [...] Une école, c'est un endroit hyper fermé. Il faut travailler en collaboration avec les directions et les profs. » (Éducateur)

Les directions

À travers les entretiens réalisés auprès des directions d'écoles, il apparaît que leur fonction nécessite une vision plus globale de l'EVRAS. Ce constat ressort de leurs différentes représentations en ce qui concerne :

- la place des enseignants, des éducateurs par rapport à l'EVRAS.
- la place des parents dans l'EVRAS mais surtout dans l'éducation de manière globale.
- le rôle du CPMS qui est pour eux un intervenant central, privilégié et indispensable pour l'école.
- la définition de l'EVRAS : même si les directions mettent spontanément en avant la dimension relationnelle de l'EVRAS qui correspond à la réalité quotidienne de la vie en société, elles parlent d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle. Lorsqu'elles abordent les aspects sexuels, c'est souvent au départ des problèmes qu'elles ont rencontrés dans l'école.
- les interventions en EVRAS au sein de l'école : les directions ont une connaissance des activités qui se déroulent au sein de leur école. Cependant, pour elles, les interventions doivent permettre aux jeunes de réfléchir, de s'ouvrir, de se positionner afin de faire des choix.
- le rôle des partenaires potentiels pour travailler l'EVRAS : les directions abordent facilement la place des centres de planning qu'ils voient comme des experts neutres pour aborder cette thématique et surtout les aspects sexuels.

De cette place centrale et surtout de cette vision globale, les directions facilitent la mise en place d'actions en EVRAS dans l'école. Acteurs internes à l'école, elles sont sollicitées en cas de problème et ont un rôle de relais vers l'extérieur. Elles sont complémentaires aux autres acteurs par la connaissance qu'elles ont du vécu des élèves et des intervenants scolaires.

Les directions pensent qu'il est important de faire de l'EVRAS dans l'école. Plusieurs d'entre elles soulignent ne pas avoir attendu cette généralisation pour travailler en matière d'EVRAS dans leur établissement scolaire. Néanmoins, pour certaines, cette démarche a permis d'évaluer l'existant et de réfléchir à ce qui pouvait être développé ou amélioré.

En vue d'une généralisation et d'un effet durable (au sein de leur propre institution), elles doivent être soutenantes de la démarche et, par la suite, intervenir comme relais des enseignants et éducateurs, déjà mobilisés sur le sujet. Elles jouent ce(s) rôle(s) qui sont effectivement ressentis comme une nécessité par les autres acteurs.

Elles ont aussi la possibilité d'inscrire l'EVRAS dans le projet pédagogique et de faire le lien avec les parents.

Selon les directions, pour généraliser l'EVRAS, il faut une définition plus claire de celle-ci et de ses contours, une réorganisation du temps, un renforcement des ressources humaines, une personne de référence, une disponibilité accrue du CPMS, une meilleure connaissance du réseau, une réflexion autour des NTIC dans l'école, et une réflexion sur la participation et l'implication des parents.

« Si on arrive à avoir une ligne de conduite avec les profs de religion et les profs de sciences, je pense que les animations pourraient prendre un sens différent pour les jeunes... Moi je trouve que ça prendrait plus de sens si on peut entrer dans ce processus de continuité [...] » (Agent CPMS/SPSE)

Enfin, une autre condition, c'est l'adéquation entre les missions allouées à l'école et les moyens fournis pour les remplir. Or, pour les intervenants, les moyens matériels et humains (infrastructures, équipement informatique, outils pédagogiques, personnel affecté, formations des intervenants scolaires, etc.) sont ressentis comme particulièrement insuffisants et cette insuffisance est d'autant plus « chronique » qu'elle se surajoute à un déficit déjà existant en ce qui concerne les autres missions scolaires. Ce déséquilibre se traduisant, entre autres, par un sentiment de saturation pour une bonne part des professionnels rencontrés.

« [...] l'EVRAS, ce sont des choses qui viennent s'ajouter en plus du programme scolaire et là, ça devient très lourd pour les enseignants [...] et souvent mal accepté parce que ça vient s'ajouter. » (Éducateur)

Freins et facilitateurs à sa mise en place

Les parents, pourtant perçus comme des acteurs clés de l'EVRAS, sont souvent considérés comme ne remplissant pas leurs rôles en la matière parce que vus comme soit légitimement absents de ce versant éducatif trop tabou pour en parler, soit démissionnaires parce que n'assumant pas ce rôle auprès de leurs enfants, soit des anti-modèles montrant un « mauvais exemple » à leurs enfants, soit des réfractaires en vertu de leurs convenances morales ou religieuses.

Par ailleurs, les sollicitations multiples et variables des politiques à l'égard des écoles (cellule bien-être, harcèlement scolaire, cellule de concertation locale, etc.) ont tendance, pour une partie des acteurs scolaires, à déconstruire continuellement ce qu'ils sont en train de mettre en place au sein de leur établissement et, par la même occasion, à les démo-

tiver à s'y impliquer (changement continu du cadre de référence, obsolescence des partenariats existants, sentiment d'instrumentalisation à des fins politiques, etc.). Enfin un dernier frein provient de la division du corps professoral dont seulement une partie des enseignants considère l'EVRAS comme faisant partie de leur rôle et missions.

« [...] moi, personnellement, je n'aborderais pas ce sujet avec ma fille donc c'est bien que l'école le fasse. » (Éducateur)

« [...] le ministère nous ajoute chaque fois de nouvelles choses mais sans donner plus de temps ou de moyens, de personnes. » (Agent CPMS/SPSE)

« [...] il y a des élèves qui systématiquement le jour où il y a la visite du bus [NDLR activité EVRAS], par exemple, [...] ne sont pas présents avec une justification des parents à leur absence. » (Enseignant)

Concernant les facilitateurs, les personnes interrogées sont nombreuses à déclarer souhaiter :

- pallier leur déficit de connaissance au sujet des actions menées dans les écoles, des organismes pouvant intervenir au sein des établissements scolaires et des ressources disponibles en EVRAS,
- se former pour améliorer leurs connaissances en EVRAS ou, encore, pour acquérir des compétences de technique d'animation et de gestion des élèves en la matière.

Les événements suscitant une réaction collective (grossesses adolescentes, relations sexuelles entre élèves lors d'une retraite, couple d'élèves s'affichant de manière ostentatoire, diffusion d'images suggestives d'une élève sur internet, stigmatisation d'un élève en raison de son orientation sexuelle, etc.) sont aussi considérés comme des occasions qui motivent une partie des intervenants scolaires à se lancer dans la mise en place d'une dynamique en EVRAS au sein de l'école.

Et enfin, le développement d'une dynamique d'établissement autour de l'EVRAS, soutenue par la direction et acceptée par l'ensemble des acteurs scolaires (agents CPMS/SPSE, élèves, direction, etc.) est vu comme un précieux facilitateur.

Les éducateurs

« Nous [NDLR : les éducateurs], en fait, on déblaye le terrain et après c'est le centre PMS qui gère. Nous, on est là du côté affectif de l'étudiant. Elles [NDLR : les étudiantes] peuvent se confier à nous. Quand il y a des problèmes plus importants et que je ne suis pas apte à aller plus loin, à gérer plus loin, je passe le relais au PMS. » Éducateur

L'état des lieux des besoins des écoles en matière d'EVRAS fait ressortir une réalité spécifique liée aux rôles des éducateurs dans les écoles, aussi bien dans l'accompagnement individuel que collectif.

En effet, dans leur rôle d'accompagnateur individuel, les éducateurs côtoient les élèves lors de moments de pause, de récréation, d'étude... Véritables confidents pour certains élèves, les éducateurs jouent le rôle de relais entre les jeunes et le centre PMS.

Certains éducateurs se considèrent comme un substitut parental pour parfois rectifier un modèle familial qui leur semble incorrect ou absent, pour aborder des sujets « tabou » de notre société,...

C'est grâce à cette posture de « confident » que les éducateurs apprennent à connaître les jeunes, à identifier leurs valeurs, leurs coutumes. Cette meilleure « connaissance » des adolescents permet de mieux appréhender la discipline lors d'activités en groupes. Certains estiment que la relation de confiance avec les élèves pourrait être davantage utilisée par les animateurs spécialisés externes à l'école pour, par exemple, éviter les éventuels débordements au moment des interventions EVRAS.

« Souvent témoins privilégiés du vécu adolescent, les éducateurs sont vraisemblablement les acteurs scolaires, les plus à même, de jouer un rôle de prévention au quotidien. Ce rôle dépend de la demande des élèves, touche donc une partie limitée et ne couvre pas nécessairement toutes les dimensions de l'EVRAS. » État des lieux des besoins des établissements scolaires de l'enseignement secondaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles en matière d'EVRAS.

« [...] ce dont j'aurais besoin ce serait peut-être d'une formation sur le « comment être » : comment réagir, que dire, etc. » (Enseignant)

« Avoir d'autres partenaires que les partenaires de première ligne (autres que PMS et planning). Avoir plus de connaissances des organismes qui pourraient m'apporter de l'aide dans cette réalisation-là. » (Agent CPMS/SPSE)

« La mise en place d'un projet doit être acceptée par tous. Par exemple, si la direction veut développer un projet mais si ce n'est pas en accord avec les professeurs et élèves, cela ne se passera pas bien. » (Éducateur)

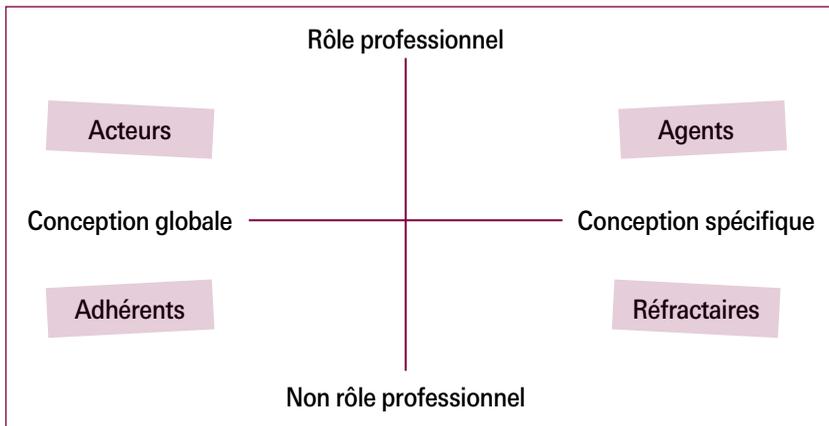


Figure 1.— Profils types des intervenants scolaires selon leur conception de l'EVRAS et de leur rôle professionnel.

Profils typiques des professionnels de l'école

Selon qu'ils ont une conception globale de l'EVRAS — rattachée à des valeurs sociales et citoyennes (tolérance, respect des droits de l'homme, acceptation des différences, etc.) — ou spécifique — centrée habituellement sur la dimension sexuelle — et qu'ils estiment que l'EVRAS fait partie ou ne fait pas partie intégrante de leur mission professionnelle, quatre profils typiques des intervenants scolaires à l'égard de l'EVRAS se dessinent (voir Figure 1).

Il y a d'abord les **acteurs** qui voient, dans l'EVRAS, l'apprentissage d'un savoir être indispensable à toute vie en société et à travailler dans l'ensemble des cours. Dans cette perspective, le professionnel a la responsabilité morale de faire de l'EVRAS quitte, si nécessaire, à jouer les « francs-tireurs » et faire fi de l'orientation institutionnelle si elle va à l'encontre de cette ultimité décisive.

Il y a ensuite les **agents** qui voient, dans l'EVRAS, une démarche touchant principalement la dimension intime de la vie et relevant de la sphère du privé mais qui, de par leur fonction professionnelle, sont habilités à en faire. Dans ces circonstances, c'est ce rôle qui fait de la personne un intervenant en EVRAS et ses actions en la matière sont habituellement limitées stricto sensu à ce rôle. C'est par exemple le professeur de religion qui traite la question des relations de couple essentiellement sous un éclairage éthique.

Quant aux **adhérents**, ce sont les acteurs scolaires qui considèrent l'EVRAS, de par les valeurs « uni-

verselles » qu'elle véhicule, comme faisant partie intégrante de la mission scolaire tout en ne se sentant pas compétent pour jouer un rôle en ce domaine. En dehors de leur mission professionnelle, elle est pour eux une démarche qui est avant tout une affaire de spécialistes.

Enfin, les **réfractaires**, eux, estiment que l'EVRAS est entièrement du ressort de la vie privée et qu'elle ne fait aucunement partie de l'exercice de leur profession. Habituellement, à leurs yeux, l'EVRAS n'est vraisemblablement pas une des missions prioritaires de l'école.

« En tant que prof de science, je donne un cours sur la reproduction mais je pense que ce n'est pas à nous à leur faire une information de ce genre-là parce que ce n'est pas notre métier [...] ce n'est pas notre rôle [...] » (Enseignant)

« [...] on sait bien que c'est le rôle des parents d'éduquer, etc. mais on sait très bien que dans les faits il y a des familles qui zappent complètement tout ce pan de l'éducation par inhibition. Par peur aussi de s'exprimer vis-à-vis des adolescents et donc c'est notre rôle. » (Direction)

« [...] Et moi c'est ce que j'essaie de faire quand je prépare mes cours. Je me dis voilà, j'ai un sujet et j'essaie de l'attaquer par tous les chemins et c'est comme ça que je trouve que je fais de l'EVRAS tout au long de l'année sans qu'ils [les élèves] s'en rendent compte. Je ne leur dis jamais « on fait de l'EVRAS ». » (Enseignant)

« Donc moi je leur dis toujours, je ne suis pas habilitée à répondre mais il existe des gens qui le sont [...] c'est pour ça que je fais venir le planning [...] » (Enseignant)

Si l'ensemble des intervenants scolaires se retrouve dans ces différentes catégories, leurs positionnements varient, notamment, selon les métiers, le contexte institutionnel et des caractéristiques plus personnelles (compétences en animation, capacité d'adaptation, etc.). Les agents CPMS/SPSE sont plus enclins à se référer à une conception globale

Les enseignants

Les entretiens réalisés auprès des enseignants révèlent une grande hétérogénéité de pratiques en matière d'EVRAS. D'une part, l'absence de formation initiale à cette éducation rend sa mise en place aléatoire et circonscrite à certains cours (ex. cours philosophiques). D'autre part, la formation de base d'un enseignant conditionne fortement sa manière de dispenser l'EVRAS. Ainsi, certains transmettent uniquement les savoirs relatifs à la sphère sexuelle en se limitant au programme de leur cours (ex. voir la reproduction au cours de sciences) alors que d'autres travaillent les dimensions relationnelle, affective et sexuelle. Une anthropologue, par exemple, se basera sur un cours consacré aux droits de l'homme pour travailler l'orientation sexuelle et développer une capacité critique.

Si les enseignants interviewés pensent que les jeunes attendent d'eux des réponses à leurs questions ou des conseils, ils ont tendance à considérer que ce n'est pas leur rôle de faire de l'EVRAS, estimant qu'elle relève de la vie intime des élèves. Par ailleurs, les enseignants interrogés ne savent pas toujours comment gérer certaines réactions des élèves. Dès lors, ils jugent essentielle l'intervention d'acteurs plus spécialisés en la matière, comme les Centres de Planning Familial ou les Centres Psycho-Médico-Sociaux (CPMS), même s'ils n'identifient pas toujours clairement leurs missions.

Étant donné leurs contacts réguliers avec les élèves, les enseignants peuvent, par conséquent, travailler en complémentarité avec les autres intervenants scolaires et extrascolaires. Pour que cette complémentarité soit pleinement efficiente, il est nécessaire de les sensibiliser, voire de les former à l'EVRAS, de définir le rôle qu'ils ont à jouer dans le cadre de l'EVRAS (ex. relayer les demandes des élèves au CPMS) et de déterminer les limites de leur prérogative. De manière générale, en ce qui concerne la pratique de l'EVRAS, il semble préférable que seuls les enseignants à l'aise avec la thématique la prennent en charge.

de l'EVRAS alors que les enseignants ont plus tendance à se répartir dans l'ensemble des catégories.

Recommandations

De l'analyse des entretiens avec les intervenants scolaires, une série de constats émerge : il existe une diversité d'interprétations de l'EVRAS et l'approche prédominante est encore centrée sur les problématiques sexuelles ; il importe également prendre en compte la diversité des publics, la division du corps professoral, etc. ; il est nécessaire de travailler au caractère informel de l'implication enseignante, au déficit de ressources, au manque de politiques concertées, etc. ; mais nous pouvons aussi nous appuyer sur un certain nombre d'éléments encourageants, telles ces actions informelles existantes, une certaine reconnaissance de l'importance de l'EVRAS, la demande de formation de la part des acteurs scolaires, etc.

Dans une optique de généralisation de l'EVRAS, nos résultats soulignent l'importance de :

- travailler les représentations des acteurs scolaires, à l'égard de la sexualité adolescente, d'autant que celles-ci ne se confirment pas dans la recherche scientifique (absence de consommation pornographique régulière pour la majorité, prise de recul à l'égard des images pornographiques, pas de réelles évolutions de la sexualité adolescente avec les années, sexualité habituellement assez sage et naissante, etc.)^{4,5}.
- rattacher les nouvelles prescriptions ministérielles aux injonctions politiques antérieures afin d'atténuer la disqualification sociale des actions précédemment déployées dans les écoles⁶. L'efficacité des mesures passe aussi par une meilleure prise en compte de la phase d'assimilation nécessaire pour permettre aux intervenants scolaires d'appliquer des décisions ministérielles à leur réalité d'établissement⁷.
- soutenir le développement d'autres modalités d'action, en complément des interventions ponctuelles réalisées par les intervenants spécialisés (CPF, AMO, CPMS/SPSE, etc.), afin de renforcer la prévention au quotidien⁸ via les adultes qui partagent la vie des jeunes, de mettre en place

des stratégies d'éducation par les pairs, de développer de nouvelles activités pédagogiques et des projets impliquant activement les parents, d'adopter une approche interculturelle, etc.. Le développement de ces alternatives faciliterait, comme recommandé⁹, l'élaboration d'une démarche éducative plus globale, une meilleure articulation des pratiques scolaires avec les actions des intervenants spécialisés et une amélioration de la prise en compte de la diversité adolescente (différences de maturation psychique, question des genres, attitudes envers les risques, types d'enseignement, etc.) par la mise en place d'actions plus spécifiquement adaptées aux caractéristiques des élèves bénéficiaires.

- développer les actions susceptibles de renforcer l'homogénéité du corps enseignant dans sa manière de concevoir sa mission éducative auprès des élèves. Une plus grande homogénéité de ce corps aurait l'avantage de donner plus de cohérence et de pertinence aux messages et attitudes

4. AMSELLEM-MAINGUY Y. (coord.), CHEYNEL C., FOUET A., *Entrée dans la sexualité des adolescent-e-s : la question du consentement. Enquête auprès des jeunes et des intervenant-e-s en éducation à la sexualité*, Rapport d'étude, INJEP, 2015.

5. VOROS F., « Les ados et le porno : analyse d'une controverse », in *La Santé de l'homme*, 418, 16-18, 2012.

6. BARRÈRE A., Le changement : progrès ou nouvelle norme ? Dossier « Ce qui fait changer un établissement » in *Les Cahiers pédagogiques*, n° 509, 2013.

7. NORMAND R., L'herbe est-elle plus verte ailleurs ? Dossier « Ce qui fait changer un établissement », in *Les Cahiers pédagogiques*, n° 509, 2013.

8. JADOT-DESCOMBES C., « Suisse romande : des éducateurs pour parler sexualité à l'école », in *La Santé de l'homme*, 397, 48-49, 2008.

9. RENARD K., Piette D., *État des lieux des activités d'éducation à la vie affective et sexuelle en milieu scolaire en Communauté française de Belgique : enquête quantitative auprès des relais*, Département d'Épidémiologie et de Promotion de la Santé, Unité de Promotion-Éducation Santé (ULB), Bruxelles, 2003.

« préventives » des enseignants à l'égard des élèves. Dans une perspective d'améliorer la qualité de l'EVRAS, cette homogénéisation passe aussi par une plus grande dissémination de pédagogies actives¹⁰ au sein des établissements scolaires, par une consolidation de la participation des élèves tout au long des projets et par une définition plus claire de ce que recouvre l'EVRAS. Elle nécessite, non seulement, un renforcement des compétences pédagogiques mais aussi la mise à disposition de ressources en EVRAS appropriées aux besoins des élèves^{11, 12, 13}.

- encourager, au sein des établissements scolaires, la mise en place d'un plan de prévention général qui intègre l'ensemble des projets qui visent le bien-être, la qualité de vie et l'épanouissement présent et futur des jeunes. Un tel plan faciliterait, entre autres, l'intégration des politiques de prévention scolaire, diminuerait le sentiment de rupture vécu avec l'arrivée de nouvelles politiques et permettrait de renforcer la cohérence entre les dispositifs existants (les cellules de concertation locale, les plateformes locales en EVRAS, la formation continue des enseignants, etc.). En outre, effet non négligeable, l'intégration de l'EVRAS dans des « programmes de développement personnel et social » en renforce l'efficacité¹⁴;
- renforcer l'autonomie des établissements et la

participation de tous les intervenants scolaires pour leur permettre de se mettre d'accord sur les valeurs éducatives¹⁵, de définir des priorités et des choix éducatifs adaptés à leurs besoins. Par ailleurs, l'engagement des acteurs scolaires, y compris celui des élèves, dans les actions d'éducation en améliore l'efficacité¹⁶.

Enfin, le développement de l'EVRAS dans l'enseignement secondaire passe, d'un côté par une pérennisation des services spécialisés (centres de planning, service de prévention Sida, AMO, etc.) pour, notamment, traiter des questions qui ne peuvent être abordées par les acteurs scolaires, et d'un autre côté par l'institutionnalisation des appuis locaux pour, entre autres, favoriser l'acquisition par les professionnels de compétences et techniques d'intervention. Enfin, les moyens doivent être adaptés pour permettre aux établissements scolaires d'assimiler ces nouvelles directives et de les adapter à leurs priorités éducatives (décloisonnement des disciplines, modification des pratiques, renforcement des compétences, etc.)¹⁷. Sur ce point, il paraît primordial de mettre à disposition des acteurs du temps et des ressources (site d'éducation et de prévention de qualité¹⁸, élaboration de matériel approprié à la culture des élèves, mise en place de démarches participatives et citoyennes, etc.) qui soient en adéquation avec cette volonté de généraliser l'EVRAS.

10. Mac Call S.D., *Enseigner l'éducation à la santé sexuelle. Notions élémentaires pour les nouveaux enseignants, mise à jour pour les enseignants chevronnés*, Association canadienne pour la santé en milieu scolaire, 64 p., consulté le 3 février 2016. En ligne sur : www.masexualite.ca/uploads/files/TeachingSexEdManualFre.pdf

11. MAC CALL S.D., *op. cit.*, consulté le 3 février 2016.

12. JADOT-DESCOMBES C., *op. cit.*, 2008.

13. VAN HOVE L., RIBONNET P. (2016), *op. cit.*

14. MAC CALL S.D., *op. cit.*, consulté le 3 février 2016.

15. BOUVIER A. (2013), Le besoin d'apprendre, Dossier « Ce qui fait changer un établissement » in *Les Cahiers pédagogiques*, n° 509.

16. BANTUELLE M., DEMEULEMEESTER R., *Comportements à risque et santé : agir en milieu scolaire*, Saint-Denis, INPES, 2008.

17. MULLER F., Dix propositions, Dossier « Ce qui fait changer un établissement » in *Les Cahiers pédagogiques*, n° 509, 2013.

18. AMSSELLEM-MAINGUY Y., Internet pour s'informer sur la sexualité : entre la vie des autres et les normes sociales, in *La santé de l'homme*, 418, 14-15, 2012.

Ressources documentaires

Un catalogue d'outils pédagogiques EVRAS réalisé dans le cadre des Points d'appui aux écoles est à la disposition des équipes éducatives des 5^e et 6^e primaires et des écoles secondaires qui le souhaitent. Il a été établi par les documentalistes des centres locaux de promotion de la santé qui hébergent les points d'appui.

Ce catalogue, édité en 2015, recense 63 outils sélectionnés sur base de la thématique, de la date de production et du type de support. Il ne cherche pas à être exhaustif. Les outils sont classés par ordre alphabétique et peuvent être retrouvés au moyen de quatre index : par titre, support, thématique et disponibilité géographique (tous les CLPS ne disposent pas de tous les outils). Les fiches contiennent aussi un avis élaboré par les documentalistes des CLPS.

Important à retenir : le catalogue ne remplace pas un conseil personnalisé que les animateurs en EVRAS pourront obtenir de leur CLPS de référence.

Cette belle réalisation est disponible gratuitement dans les 9 CLPS wallons et au CBPS bruxellois.

Un trimestriel pour interroger sous des regards différents les thèmes liés aux usages de drogues, la promotion de la santé et les politiques et pratiques sociales en matière de jeunesse.

Retrouvez tous les numéros sur le site :
www.prospective-jeunesse.be

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

Milieus de vie

- Famille et parentalité (n^{os} 22, 24, 42, 43, 44, 49)
- L'école (n^{os} 3, 4, 6, 25, 29, 55, 57, 64, 67, 74-75)
- La fête (n^o 35)
- Le monde du travail (n^o 26)
- La prison (n^{os} 13, 16, 40, 65)
- Milieu du sport (n^o 53)

Produits et leurs effets

- Plaisir (n^{os} 7, 8, 9, 10)
- Dépendance (n^o 39)
- Drogues de synthèse (n^{os} 14-15)
- Cannabis (n^{os} 18, 20, 21, 72)
- Alcool (n^{os} 32, 66)
- Tabac (n^o 33)
- Alicaments (n^o 19)
- Ordinateur et internet (n^{os} 47, 69)
- Amour (n^o 48)

Pratiques professionnelles

- Promotion de la santé (n^{os} 31, 34, 56, 61, 71, 73)
- Pratiques de prévention (n^{os} 31, 50, 59, 60, 63, 70)
- Réduction des risques (n^{os} 27, 28, 54)
- Représentations (n^o 46)
- Secret professionnel (n^o 23)
- Travail en réseau (n^{os} 45, 66)
- Soins aux usagers (n^{os} 41, 52)
- Participation (n^{os} 67, 68)

Contextes d'usage

- La loi et la répression judiciaire (n^{os} 1, 2, 38, 65)
- Pauvreté, marginalité et exclusion (n^{os} 11, 12, 36, 37)
- Culture et consommation (n^{os} 5, 17, 30, 58, 62)

ABONNEMENT ANNUEL gratuit ou de soutien

Prix au numéro: 4 euros *Frais d'envoi compris*

Numéro de compte bancaire: BE04 2100 5099 0831

Formulaire d'abonnement ou de commande au numéro

Institution

Nom Prénom

Téléphone Courriel

Adresse de livraison

Rue Numéro

Code postal Ville

Pays

Type d'abonnement (entourez votre choix)

L'abonnement est gratuit

Toutefois vous pouvez souscrire à un abonnement de soutien (24 euros)

- Je désire souscrire à un abonnement de soutien oui non

- Je souhaite une facture oui non

Commande au numéro Nombre désiré et numéros

Date Signature

Prospective Jeunesse

Drogues
Santé
Prévention

76

Périodique trimestriel
printemps 2016

Prospective Jeunesse, Drogues | Santé | Prévention
est un trimestriel lancé en décembre 1996.

Lieu interdisciplinaire de réflexion, de formation et d'échange d'expériences, d'idées, de points de vue, cette revue interroge sous des regards différents des thèmes liés aux usages de drogues, à la promotion de la santé et aux politiques et pratiques sociales en matière de jeunesse.

Chaque numéro aborde un thème particulier.

Celui-ci est consacré à l'EVRAS

Pour consulter les sommaires des numéros parus ou
contacter l'équipe de rédaction, visitez le site :

www.prospective-jeunesse.be

Avec
le soutien de la



Wallonie

Avec le soutien de la Région Wallonne
et agréé par la Commission communautaire française
de la région de Bruxelles-Capitale

